

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX: 0,60 NF

N° 126 - 8 Décembre 1962

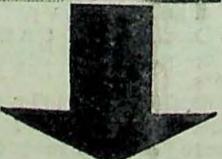
Ludwig EHRARD
dauphin d'Adenauer



NOEL 1962

Un Noël de
solidarité
avec
la jeunesse
algérienne

(Page 11)



Ludwig Ehrard consolide sa position de dauphin d'Adenauer à l'occasion de la crise ouverte par l'affaire du Spiegel...

Quand il prendra le pouvoir, ramènera-t-il Strauss, provisoirement éliminé ?

Sécurité Sociale : le pouvoir autorise les élections (13 déc.)

« MULTIPLIER
LES INITIATIVES
POUR REALISER
L'UNION DES FORCES
POLITIQUES
ET SYNDICALES »

(Lire en page 3
le texte du C.P.N.)

Dans l'ensemble
les programmes
présentés par les
syndicats sont
assez voisins.

(Page 5)

EXCLUSIF

Deux interviews
sur les problèmes étudiants

- ① Le président de l'UNEF
- ② Les « prépas » en révolte

(Page 9)

LE
NOUVEAU
ROMAN

(Pages 6 et 7)

L'UNR : Un
parti de droite
sans programme

(Page 4)

Points sensibles

A quoi sert la culture ?

Le président René Coty est mort. Le général de Gaulle venait de voir les élections législatives confirmer son emprise sur ces fameuses masses populaires dont, à gauche comme à droite, on s'efforce de se demander si elles voteront à gauche ou à droite, si elles se décidaient à voter. C'était l'occasion de se montrer en public après la victoire. C'était inespéré. Parce que, au lendemain de la victoire de l'U.N.R. sur le C.N.I., on avait l'impression que de Gaulle avait eu peur de perdre la bataille. On disait qu'il avait déjà fait ses malles pour Colombey. La mort de Coty n'a pas laissé dans l'embarras le président actuel de la République : il est allé au Havre saluer la dépouille mortelle de son prédecesseur. Décidément, cet événement était plein de piquant, puisque c'est Coty qui lui avait cédé la place, au bout de quatre ans de septennat, en 1958. De Gaulle l'a rappelé dans son homélie funèbre. Il a montré que la véritable vie de M. Coty a commencé en 1958, le jour où il a demandé au général de Gaulle de bien vouloir prendre en main les destinées de la France. De façon à ce que cela ne soit pas trop criant de simplisme, de Gaulle s'est abrité derrière la culture classique, telle qu'elle est dispensée dans tous les lycées de France. Il a cité une pensée de La Bruyère, en montrant que la culture servait à quelque chose. Ce qui est une réponse magnifique à tous les déprédateurs de la culture classique. La culture classique constitue une partie du patrimoine national dont il appartient aux représentants de la nation de mettre en lumière tel ou tel fragment, pour le communiquer au populaire.

Le travail dure 2.025 heures en Italie, 2.078 en Allemagne fédérale, 2.196 heures en Belgique, 2.235 heures en Hollande et, en France, le record de durée du travail est battu avec 2.259 heures. L'Etincelle ne donne aucun commentaire. Elle rappelle à ses lecteurs cette comparaison comme un fait utile à méditer. Nous posons une question : « Est-ce que la durée du travail annuel est fonction de l'emploi dans un pays donné ? » Peut-on dire, par exemple, que plus l'économie française se trouvera devant un nombre croissant de travailleurs alors que tous les postes de travail seront déjà pourvus, et plus le nombre d'heures sera appelé de lui-même à baisser ? Et cela sans la pression constante des travailleurs ? Autrement dit, l'évolution économique n'aboutira-t-elle pas d'elle-même au résultat recherché par les manifestations syndicales ? La question a été posée. C'est la position de l'U.N.R. en matière d'économie. Quelle est la nôtre ?

Lorjou s'en-va-t-en guerre

PEINTRE figuratif et auteur de la maxime lapidaire : « La peinture abstraite fait braire les ânes, bayer les singes, se pâmer les poules », Lorjou poursuit sa croisade contre l'art abstrait.

Les débuts de l'affaire remontent au jour où, se jugeant diffamé, Lorjou avait demandé réparation et tra-

né devant les tribunaux M. B. Dorival, conservateur du musée du Louvre.

Ayant gagné son procès, Lorjou s'en prit au rédacteur en chef du journal Arts : il proclama qu'il lui enseignerait comment on manie le couteau (à peindre). Se sentant menacé de mort, M. André Parinaud traina Lorjou devant les tribunaux. Ce fut la seconde manche.

Le peintre rongea son frein, puis, au mois de septembre de l'année dernière, lors de la Biennale de Paris, il fit distribuer, à l'entrée de l'exposition un tract qui commençait ainsi : « Bourrique officielle entretenue par la charité de grands marchands de tableaux... ». Ce fut le tour de M. R. Cogniat, organisateur de la Biennale, de trainer Lorjou devant les tribunaux.

Lorjou confia sa cause à M. Floriot et coupla son procès avec une exposition qui se tient en ce moment au Moulin-Rouge. Le thème en est « La Force de frappe ». Cette exposition est bien dans la manière du peintre qui s'en prend aux domaines réservés des Présidents de la République : la précédente exposition, qui s'était tenue dans une baraque de foire, était consacrée aux « Chasses de Rambouillet » et dénonçait le carnage de perdreaux et de faisans dont s'était rendu responsable le président Auriol ou Coty...

Certains diront que Lorjou la terreur aime trop la publicité et que son art n'est qu'un habile dosage du dessin de Picasso et de la couleur de Van Gogh...

D'autres penseront que Lorjou le justicier a raison de dénoncer la part de bluff qui entre, pour une certaine part, dans le commerce de la peinture abstraite.

LE DESSIN DE JEAN CHARLET



les nouvelles cartes à jouer :
le roi valet...

Gageons, en tout cas, que la querelle des abstraits et des figuratifs ne se réglera pas devant les tribunaux.

La situation de Cuba

KHROUCHTCHEV a retiré ses fusées de Cuba. Mao a stoppé son avance en Inde. Kennedy a remporté un grand succès aux élections. De Gaulle a renforcé son pouvoir. Un grand parti se constitue à la droite de l'Assemblée. Le P.S.U. a obtenu du parti communiste que deux camarades soient élus à la Chambre. Que feront ces deux camarades ? Est-ce qu'ils seront obligés de suivre les directives du parti communiste ou bien seront-ils les seuls contradicteurs permanents en face de la majorité U.N.R. ? Le P.S.U., à l'Assemblée, se trouve placé dans une position comparable à celle de Cuba : Khrouchtchov n'a pas consulté Fidel Castro pour lui retirer ses moyens de défense contre une attaque de Kennedy. Le parti communiste ne consultera pas le P.S.U. pour prendre, le cas échéant, telle ou telle attitude qui ne contredirait pas celle de l'U.N.R. sur un point donné. C'est donc plus vrai que jamais que le sort de Cuba est lié au nôtre. Non seulement parce que le but du combat est le même, mais parce que les conditions dans lesquelles il s'exerce sont identiques.

Lectures subversives

POUR les camarades que cela intéresserait, nous leur signalons que les livres d'Henry Coston, et ceux (traduits) du chef fasciste anglais Oswald Mosley sont en vente libre à côté d'un petit volume charmant et tout ce qu'il y a de bien-pensant, paru aux Editions « Les Sept Couleurs », d'un certain Axel Nicol et intitulé très simplement « La Bataille de l'O.A.S. ».

Nous osons espérer que la courageuse librairie « Picard », boulevard Saint-Michel, ne verra pas ses rayons dérangés par notre vigilante police.

Vaticancans

NOTRE ami Le Canard Enchaîné nous prie d'annoncer la parution du « Dictionnaire Canard 63 », ce que nous faisons volontiers.

Le dictionnaire illustré comprend des pages roses : l'histoire tintamarresque des dix Charles qui ont régné sur la France et de celui qui leur a succédé. On trouve dans ce dictionnaire quelques éclaircissements sur la notion de :

Ex-général : Individu généralement coupable d'actions.

Fans : Pour le twist, individus qui ont le culte de la personne Hallyday.

D'autre part, un essai de théologie intitulé « Vaticancans », ainsi qu'un petit dictionnaire de la justice en l'an 62, le bloc-notes de Thémis, rappelle utilement au public des notions oubliées comme celle-ci :

Juger : Possibilité pour un magistrat d'envoyer un innocent en prison sans autre risque que celui de l'avancement.

L'UDT déjà absorbée par l'UNR

CA n'a pas trainé ! Nous sommes à peine à plus d'une semaine des élections et déjà l'U.N.R. a absorbé les quelques députés gaullistes dits de gauche qui, pour se faire élire, avaient accepté de se ranger parmi les inconditionnels. Il n'y a plus d'U.D.T. Bien sûr, on trouvera toujours quelque nouvelle combinaison initiale pour ménager l'amour-propre des gaullistes de gauche et leur faire croire à une « fusion ». Peu importe ! Comme ni les uns ni les autres ne peuvent se permettre d'avoir d'autres idées que le général...

La ligne

NOUS lisons dans Combat ce jugement : « A la suite d'une action persévérente, d'un travail acharné de ses militants, de ses prises de position sur la force de frappe ou l'absence de politique sociale du gouvernement, le parti socialiste unifié réussit à faire une timide percée. Il a désormais d'autres électeurs que ses adhérents ou ses amis immédiats. Un corps électoral P.S.U. est en voie de formation. Les efforts de ce parti, pour être rentables, doivent essentiellement se diriger vers les secteurs tertiaires et la classe ouvrière. Les « beaux quartiers » ne sont pas encore prêts à soutenir les amis de M. Depreux. En outre, le P.S.U. aurait, semble-t-il, intérêt à suivre d'abord sa voie propre, quitte à devenir un jour prochain le catalyseur des forces de gauche. »

Cette opinion rejoint la nôtre. Elle résume l'impression générale du parti au lendemain de ces élections.

LE BILLET DE JEAN BINOT

On embauche

QUELQU'UN, des mieux informés, m'assurait la semaine dernière que l'on en était toujours à la recherche de l'ojaine susceptible de devenir ministre de l'Education nationale — le dixième depuis le début du règne. Il ajoutait sans rire que quiconque présentant bien pouvait se pointer aux alentours de la rue de Grenelle, aucune référence particulière n'étant exigée. Toutefois, comme il est écrit dans les petites annonces, laïques et républicains s'abstenir.

Je n'ai pas cru un mot de cette pseudo confidence. Il est trop clair en effet que si tel professeur de Faculté devenu député U.N.R. ne se sent pas très en train pour aller démanteler ce qui reste de l'Université de France, n'importe quel autre des deux cents et quelques inconditionnels est tout prêt à se dévouer au premier appel.

Et puisqu'il est question de mettre au pas les chers professeurs, pourquoi ne pas appeler Papon, ou Massu, ou Nocher ?

L'ordre moral en marche

LUNDI 26 novembre, dans l'après-midi, avec promptitude et correction, des inspecteurs de police ont procédé à la librairie « La joie de lire », 40, rue Saint-Séverin, à une saisie. Comme les textes sur l'Algérie appartiennent au domaine public, les représentants de l'ordre s'en sont pris à des livres parus chez Pauvert, ainsi qu'aux *Larmes d'Eros*, de Georges Bataille. Ainsi qu'à d'autres livres pour le montant approximatif de 260 nouveaux francs. Ceci pour donner une indication de l'importance de la perquisition. Quel commentaire peut-il être fait ? Il n'y en a pas. L'ordre moral s'est mis en marche.

Un record

NOUS encourageons très vivement tous les camarades qui expérimentent des formules de feuilles d'entreprise à nous communiquer leurs informations et les faits qu'ils souhaitent éventuellement voir diffuser à une plus grande échelle par notre journal dans le cadre de cette rubrique qui a été créée à cette intention. Nous empruntons cette semaine au numéro de novembre d'une petite feuille, intitulée *L'Etincelle*, cette statistique très répandue, mais vite oubliée :

EN AVANT VERS L'UNITÉ OFFENSIVE

C'EST à l'unanimité que notre Comité politique national, réuni au lendemain des élections législatives, les 1^{er} et 2 décembre, après une analyse de la situation et la confrontation des expériences de nos amis, a voté une motion résolument orientée vers l'avenir.

Nous n'avons pas succombé à la tentation facile de l'autosatisfaction. La défaite de la gauche n'est pas contestable et nous la déplorons. Ce n'est pas sans tristesse que nous avons enregistré le succès de l'U.N.R. qui, regroupant toutes les forces gaullistes, contrairement à ce qui s'était produit en 1958, a, à Paris, ville particulièrement sensible aux fluctuations politiques (les succès spectaculaires, puis le déclin du R.P.F. l'avaient prouvé), obtenu la totalité des sièges. Cela nous ramène à 1853, date à laquelle tous les députés de la capitale étaient bonapartistes. Dans l'ensemble du pays, la victoire de l'U.N.R., même si elle a été surtout obtenue aux dépens des autres partis de droite, ne peut qu'inquiéter les républicains.

Du moins, la solution qui permettra l'établissement d'une démocratie véritable, c'est-à-dire socialiste, est-elle en vue ?

Jamais des mots d'ordre n'ont reçu une aussi éclatante confirmation des faits que ceux que nous avions lancés avant même le premier tour. Nous avions dénoncé le « cartel des Non » comme à la fois contre nature et utopique. Au contact des réalités, cette étrange coalition, fondée sur l'alliance des socialistes et des conservateurs, a volé en éclats. Les partisans de droite et du centre du Non n'ont pas hésité à s'allier avec l'U.N.R. en évoquant le spectre du Front Populaire.

Au même moment, Guy Mollet, pratiquant une révision déchirante de sa politique constante, n'a pas hésité à affirmer qu'entre un communiste et un gaulliste inconditionnel, il choisirait le communiste, ce qui a provo-

qué et provoquera d'autant plus de remous que communistes et U.N.R. se sont trouvés face à face dans infiniment plus de circonscriptions qu'il ne l'avait prévu et annoncé.

Nous avions préconisé l'union des forces populaires sur un programme précis, concret, immédiatement réalisable, étudié avec sang-froid, et non une improvisation à chaud, sans méthode et sans boussole, et ne devant durer que l'espace d'un scrutin.

Nous pouvons nous réjouir qu'après l'échec retentissant du cartel des Non, l'union des gauches, même mal préparée, ait pu être amorcée d'une manière irréversible et renporter des succès porteurs de grandes espérances. Les conseils donnés à l'occasion des retraits de candidatures ont été beaucoup mieux suivis dans les deux sens qu'on ne le pensait généralement. C'est bien là la preuve qu'ils correspondaient à un certain climat et qu'ils ont reçu l'approbation des électeurs. De nombreux candidats de l'U.N.R. ont été battus, parmi lesquels des sortants élus en 1958 à la faveur de la division de la gauche.

En plusieurs circonstances, le candidat unique a groupé un chiffre de voix supérieur au total des voix de gauche du premier tour, grâce à la secousse bienfaisante provoquée par l'union. Ce phénomène s'est particulièrement manifesté lorsque le candidat du second tour était P.S.U.: il a exercé une puissance d'attraction notamment sur de nombreux abstentionnistes.

Les chiffres obtenus par Tanguy-Prigent, Mazier et Besson laissent rêveurs tous les spécialistes des pointages et des sondages.

Si des accords généraux avaient permis, comme nous l'avions proposé, à défaut de la candidature unique dès le premier tour, ce qui aurait été l'idéal, une proportionnelle entre partis de gauche pour le second tour,

on aurait triomphé de l'U.N.R. et de la réaction dans un beaucoup plus grand nombre de circonscriptions.

L'union des forces populaires, politiques, syndicales, culturelles, ne doit pas seulement se manifester à l'occasion des consultations électorales, mais être permanente. Elle doit se développer dans la clarté et ne plus se résigner à une attitude défensive contre le renforcement du pouvoir personnel et les menaces accrues dirigées contre l'information, les libertés ouvrières et universitaires, mais préparer l'indispensable contre-attaque libératrice.

L'élaboration d'un programme commun, en faveur de laquelle nous allons multiplier les initiatives, démontrera qu'il y a un autre terme à l'alternative au régime actuel que la restauration de l'ancien état de choses : la démocratie socialiste, œuvre de longue haleine, certes, mais dont il est possible d'établir dès aujourd'hui les fondations, puis de poser les premières pierres.

La déclaration commune des fédérations P.S.U., P.C. et S.F.I.O. d'Ille-et-Vilaine est particulièrement reconfortante. Elle ne se contente pas, en effet, de se féliciter des gains obtenus grâce aux désistements réciproques, mais elle dit : « Plus que jamais, le devoir de tous les républicains est de renforcer leur union et d'agir contre la menace de dictature, pour une réelle démocratie, tant du point de vue politique qu'économique et social, que pour la laïcité de l'école et de l'Etat et la défense de la paix. » La distance qui sépare une telle prise de position des fameuses conversations de l'Alma, du soutien des candidatures de MM. Paul Reynaud et Motte par la S.F.I.O., des alliances de la S.F.I.O. avec toute la droite et l'extrême droite s'étant prononcée pour le Non en Seine-et-Oise, autorise de sérieuses espérances.

Edouard Depreux.

Résolutions adoptées par le C.P.N., le dimanche 2 décembre

Appel à l'Union pour la lutte contre le régime et l'instauration d'une démocratie socialiste

Le Comité politique national du P.S.U., après avoir examiné les résultats des élections législatives de novembre 1962, constate :

1^o) Que la victoire de l'U.N.R., acquise par l'écrasement des indépendants et la défaite du M.R.P., marque le rassemblement de la droite conservatrice autour du gaullisme ;

2^o) Que le général de Gaulle apparaît ainsi clairement comme le chef d'une formation politique qui tend à devenir le parti unique de la droite ;

3^o) Que le régime gaulliste se trouve, de ce fait, disposé d'une majorité absolue au Parlement mais voit en même temps ses bases sociales et politiques réduites par rapport à 1958 ;

4^o) Que l'échec du cartel des « non » prouve que ce régime ne pouvait pas être combattu efficacement par une coalition sans principe et sans programme de la droite et d'une partie de la gauche, car cette coalition n'offrait pas d'autre perspective

que le retour aux combinaisons du passé ;

5^o) Que les résultats obtenus au second tour prouvent, au contraire, que l'union des forces populaires est seule capable de faire barrage à la pression gaulliste.

Le Comité politique national considère, à cet égard, comme un fait positif la discipline de vote dont ont fait preuve, dans l'ensemble, les électeurs de gauche. Le courant qui s'est ainsi manifesté pour la première fois depuis de nombreuses années aurait pu être beaucoup plus fort si l'union s'était réalisée comme le réclamait notre parti, dès le premier tour, sur un programme commun et sur des candidatures uniques de la gauche.

Il ne faut pas que ce courant se disperse. Il faut, au contraire, le renforcer pour faire face aux dangers nouveaux que l'aggravation du pouvoir personnel fait peser sur les libertés publiques, notamment dans le

domaine de l'information, de l'université et des syndicats. Mais cette lutte ne peut pas se limiter à un combat défensif. Pour mobiliser les travailleurs et les jeunes, il faut leur offrir, au contraire, la perspective de grandes transformations sociales, opposant à la démagogie gaulliste une conception claire de la démocratie socialiste.

C'est sur ce thème que le Parti Socialiste Unifié a mené sa campagne électorale. L'augmentation sensible du nombre de voix (malgré des conditions difficiles) prouve qu'il existe dans le pays un courant politique répondant à ces aspirations.

Dans cet esprit, le P.S.U. multipliera les initiatives pour réaliser l'union des forces populaires, politiques et syndicales, sur la base d'une libre confrontation en vue d'aboutir à un programme commun, défini et défendu sur un pied d'égalité.

Il appelle ses fédérations et ses sections à prendre, dès maintenant,

les contacts nécessaires pour constituer à tous les échelons des cartels d'action pour la lutte contre le pouvoir personnel et pour l'instauration d'une démocratie socialiste.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Administration : Rédaction :
54, bd Garibaldi - 8, rue Henner
Paris (XV^e) Paris (IX^e)
Tél. : SUF 19-20 Tél. : FIG 65-21

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

3 mois	5 NF
6 mois	10 NF
1 an	19 NF
Soutien	30 NF

Publicité :

Geneviève Mesguiche
71, rue des Saints-Pères
Paris (6^e)

JOUHAUD ET CANAL : UNE GRACE POLITIQUE

LA grâce dont viennent de bénéficier Jouhaud et Canal ne peut constituer un élément de surprise. Elle s'inscrit dans la logique profonde du système. Rendue publique seulement après le résultat du scrutin législatif — sans doute pour ne pas heurter de front certains électeurs dont l'apport devait être déterminant — le principe était acquis depuis de longues semaines, et plusieurs journaux l'avaient alors annoncée. Du « Figaro » à « L'Aurore », toutes les nuances de l'opinion dite « nationale » s'étaient d'ailleurs prononcées énergiquement pour une politique de « réconciliation ». Le pouvoir, après avoir réussi une seconde fois la fédération des forces de droite, ne pouvait rester insensible à cette sollicitation, conforme d'ailleurs à une politique à moyen terme.

Car il faut aussi rechercher ailleurs que dans une récompense à la fraction de l'opinion qui a assuré son triomphe, les raisons profondes de cette mesure.

Il n'est pas inutile de rappeler

qu'un des impératifs de la politique gaulliste consiste à réintégrer la totalité de l'armée dans le régime. La construction de la force de frappe, autre qu'elle justifie son importance et son existence, préfigure son avenir, déterminant sur l'échiquier européen. Le maintien de nombreux avantages financiers liés théoriquement à une activité du secteur opérationnel, autre qu'il crée une dépendance matérielle, laisse intact le standing, donc l'inégalité du militaire sur le civil : 1.800 NF mensuels à un adjudant, 650 NF à un instituteur, voilà la hiérarchie des vraies « valeurs » ! Mais il fallait aller plus loin. C'est aujourd'hui chose faite. Par delà les « vicissitudes de la politique », la grâce affirme qu'une page est tournée, oubliée. L'armée, de nouveau unie, doit se préparer à son nouveau destin.

Ce n'est pas par hasard si, lors de son voyage en Allemagne, le général-président a évoqué la permanence de la chose militaire et affirmé que rien de grand n'avait jamais pu être réalisé sans que

l'armée y fut étroitement associée. Ce rappel, conforme à l'idée que de Gaulle s'est forgée de l'organisation de l'Etat, est, me semble-t-il, la voie qui a toujours été suivie et qu'il trace plus largement. L'armée est l'élément de base permanent sur laquelle le pouvoir doit s'appuyer, qui, à l'appel de « l'arbitre », élimine l'adversaire. Voilà pourquoi il importe que l'armée soit réconciliée avec lui, qu'elle serve demain sa politique — gage pour elle de grandeur et de prospérité — et que par-delà sa personne, elle assure la pérennité du régime.

A force de proclamer la matérialité des mythes, de Gaulle se prend au jeu et incline à croire profondément qu'il n'y a pas d'autre alternative à sa personne que le chaos. Le successeur choisi et investi par le Prince avec ou non l'approbation du suffrage universel, ne bénéficiera ni du prestige, de la ruse, de l'ascendant, du machiavélisme de son prédécesseur. Sans l'apport décisif d'une force disciplinée et sûre, habituée à obéir, dévouée à un cadre institu-

tional, c'est l'échec. Il convient donc d'y parer, d'empêcher le précédent chaos et de construire pour le successeur l'outil dont il aura besoin.

Cet outil n'est et ne peut être que l'armée. Mais il ne sera efficace que s'il retrouve sa cohésion et abandonne toute arrière-pensée. La grâce de Jouhaud et de Canal suivant l'extraordinaire clémence des tribunaux est un pas de plus et important. Il est probable que l'on ira rapidement plus loin. M. Peyrefitte, ministre du gouvernement Pompidou, n'était-il pas représenté dimanche à ce congrès de rapatriés où l'on exigea l'amnistie complète pour tous les faits dus à la guerre d'Algérie, c'est-à-dire essentiellement l'amnistie pour l'O.A.S.

Le régime gaulliste ne peut se maintenir et survivre qu'avec l'aide des officiers sélois et de l'armée colonialiste. C'est sans doute une évidence à laquelle les électeurs U.N.R. des 18 et 25 novembre n'ont pas pensé.

Louis Houdeville.

LA LEÇON DE Jean-Jacques

JEAN-JACQUES SERVAN-SCHREIBER, candidat malchanceux aux élections législatives en Seine-Maritime, pays de Caux, vient d'écrire dans l'Express un article intitulé « Une bonne leçon ». S'agit-il d'une autocritique à la suite d'une campagne fracassante ? Pas du tout, Jean-Jacques Servan-Schreiber fait modestement la leçon à l'ensemble de la gauche défaite à ces élections. Il est vrai que, face à la « droite renouvelée » de l'U.N.R., la pauvre retardé un peu et qu'elle manque du sens du concret. Ceci étant dit, J.-J. S.-S. a tort de limiter ses attaques à la « gauche antique », de tendance radicale et socialiste. Les communistes ne seraient-ils pas partie de la gauche antique ? Mais il y a plus : Jean-Jacques Servan-Schreiber s'en prend plus particulièrement aux militants de « cette nouvelle gauche », qui est pire que l'ancienne, car elle détourne de la réalité politique des hommes jeunes et sincères ».

Vous qui avez quitté les organisations traditionnelles, et vous, jeunes, qui ne voulez pas y entrer, Jean-Jacques Servan-Schreiber vous renvoie à votre néant politique, et fait l'éloge des jeunes du M.R.P. et des jeunes communistes, dont il oppose le réalisme aux rêveries des militants du P.S.U.

Pour notre part, nous connaissons de jeunes communistes, qui sont sympathiques, mais qui demeurent empêtrés dans le dogmatisme de leurs aînés. Quant aux jeunes du M.R.P., leur appartenance à un tel parti montre qu'ils ont beaucoup à apprendre.

Aussi bien nous ne prendrons pas J.-J. Servan-Schreiber pour maître à penser. Doué d'un incontestable talent, il a l'art de pousser certaines idées justes jusqu'à l'extrême logique, de la façon la plus irritante.

Pour les élections, il comptait au second tour non seulement sur les voix communistes, mais aussi sur les voix M.R.P. (ce qui explique que M. Lecanuet ait été élevé dans un édito de Jean-Jacques au rang de profond penseur politique). Hélas, les voix du parti caméléon se sont rétrécies et ne se sont pas reportées en totalité sur notre candidat.

Cet échec n'empêche pas Servan-Schreiber de nous expliquer que « si vous parlez de socialisme à des agriculteurs, vous les faites fuir ». Nous pouvons faire remarquer qu'il faut le faire intelligemment, de manière concrète, mais qu'il ne s'agit pas de mettre son drapeau dans sa poche, celui du socialisme et celui d'une laïcité bien comprise. L'élection de notre ami Tanguy-Prigent nous semble confirmer ce point de vue.

Maurice Combes.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche. (Bulletin à retourner au siège du P. S. U., 8, rue Henner, Paris (9^e).

L'U.N.R. - Un parti sans programme élu par la droite

NOUS avons écrit, ici-même, que l'U.N.R., ça n'était rien. Rien, puisque, en fait, cette formation n'a pris qu'une seule position politique — mais peut-on appeler cela une position politique — durant toute la campagne électorale : *Votez U.N.R., c'est voter de Gaulle*. Aussi n'est-ce pas exagéré que d'affirmer que le seul programme de l'U.N.R., c'est la préservation du mythe de Gaulle et de sa personne. Hormis le personnage, il ne reste rien qu'un clan, une réunion d'intérêts personnels assez sordides, en un mot (on nous excusera de cet anglicisme, d'ailleurs américain) un lobby.

Après tout, c'est là une des caractéristiques de la politique américaine. Il y a les lobbies républicains, comme il y a les lobbies démocrates. Mais, dans un cas comme dans l'autre, les syndicats américains jouent leur propre jeu qui est l'extension des avantages particuliers des travailleurs. On retrouve souvent dans les programmes des deux grands partis américains les mêmes préoccupations, mais ni chez eux, ni dans les syndicats ne se trouvent posés les principes fondamentaux du socialisme : le problème de la propriété, celui de la participation ouvrière à la gestion, les problèmes de la Sécurité sociale, etc.

Le parti des partis

En est-il de même en France, où un certain nombre de gens — et particulièrement les gaullistes — essaient de s'illusionner sur les possibilités d'établir un régime présidentiel à la manière américaine, d'une part, et, d'autre part, de réduire l'éventail des partis politiques pour n'en voir subsister que deux comme aux U.S.A. Ces gens pensent aussi que la notion de classes appartient à un poussiéieux passé marxiste.

C'est oublier un peu facilement que plusieurs générations d'hommes ont lutté — en France — non pas seulement pour des augmentations de salaires ou pour une limitation du temps de travail, mais encore ont posé, en termes de classe, le problème de la gestion capitaliste et de la propriété et, au-delà, celui de l'utilisation des grands moyens de production et d'échanges au bénéfice de l'ensemble des producteurs.

Ces hommes qui ont labouré profondément la conscience des travailleurs y ont versé le germe de la di-

gnité ouvrière et de la justice sociale.

Or, aujourd'hui, devant l'impuissance et l'échec des vieux partis, on propose aux Français de s'en remettre uniquement à un homme du soin de définir leur propre destin. Et pour couvrir l'opération de renoncement, on entoure l'homme providentiel d'un parti qui se voudrait le parti des partis, on décide que la lutte des classes est périmée, on affirme que la démocratie est jeu du passé, on n'hésite même pas à donner des exemples faux (par exemple, que le type de démocratie américaine est applicable à la France, coulé dans le moule de la Constitution de 1958).

Après avoir vilipendé les vieilles formations, avoir endormi le sens civique de quelques millions de citoyens, l'U.N.R. n'a eu guère de difficultés pour tirer tout le bénéfice d'une campagne électorale où le seul thème développé a été : pour ou contre de Gaulle.

Seulement les vrais problèmes demeurent : celui de l'appropriation des bénéfices capitalistes, celui des grandes options décidant que l'effort de la nation sera porté soit sur la construction de locaux populaires, soit sur celle de demeures somptueuses ; sur la recherche d'une grandeur militaire ou sur l'effort de promotion de la jeunesse ; sur le maintien et l'extension des priviléges capitalistes ou sur l'élevation systématique des conditions de vie des classes laborieuses (paysans, ouvriers, employés, intellectuels).

Une droite classique

Ces options, qui les décidera ? Pour l'U.N.R., ce sera le général, puisque lui seul est le penseur autorisé auprès duquel se pressent frileusement les gaullistes tremblants. Mais pour les ouvriers et les paysans, pour les travailleurs organisés, ce sont les syndicats qui devront exprimer leurs volontés, ce sont aussi les partis politiques — traditionnels ou non — qui devraient établir le lien entre eux et le législatif.

Cependant, les résultats de ces élections sont assez clairs. Quoi qu'en dise l'éditorialiste d'un journal du soir, l'U.N.R., si elle a effectivement laminé ce qu'on appelait l'extrême droite (mais, en vérité, elle ne représentait guère en France), reste, en ce jour, le grand parti de droite. A quoi

bon faire de l'exégèse sur la notion de droite du d'extrême-droite ? Ce serait mentir que de vouloir placer l'U.N.R. au centre, même — et surtout — parce qu'il n'y a plus de centre. L'U.N.R. se félicite d'avoir expulsé de son sein les éléments O.A.S., oubliant toutefois qu'elle les y a réchauffés et protégés longtemps. Mais l'O.A.S. était-elle vraiment l'extrême droite de ce pays ? Au demeurant, ni elle, ni l'U.N.R. ne permettent de juger sur leurs programmes politiques. Ceux-ci se résument en deux positions antinomiques... et fort simples : pour l'U.N.R., confiance aveugle en de Gaulle ; pour l'O.A.S., volonté déterminée d'éliminer le général.

L'Heure de vérité

Au Parlement, les choses seront aussi fort claires. Passées les batailles électorales, U.N.R., indépendants de tous poils, M.R.P., radicaux caméleons devront se mettre d'accord sur un programme capable de rassurer possédants, banquiers, trafiquants, boursicoteurs. Ils feront la majorité contre une gauche communiste et socialiste.

Dans le pays, les vraies forces se retrouveront en présence. D'un côté, les travailleurs et leurs syndicats ; de l'autre, les capitalistes et leurs lobbies. Les heurts et la véritable bataille ne seront plus, demain, au Parlement, mais dans la cité. Paris a voté U.N.R., c'est vrai, mais n'oublions pas qu'au lendemain de la tragédie de Charonne, Paris est descendu dans la rue avec un million de travailleurs peu favorables à M. Frey. Que restera-t-il, dans le conflit de classes, de cette masse flottante qui assura la victoire du gaullisme ? Nous ne nous tromperons guère en affirmant qu'elle se volatilisera. Il appartiendra alors à une gauche retrouvée de l'attirer à elle, car elle seule peut lui présenter un véritable programme social conforme à ses intérêts permanents.

Quant au gaullisme, miroir du général, qu'en restera-t-il lorsque de Gaulle ne s'y reflétera plus ? Brisé ou non, il renverra le vide qu'il est réellement et on s'apercevra enfin que l'U.N.R. n'est, en fait, que l'héritière de l'égoïsme de la droite classique. Peu nous chaut que l'U.N.R. ne soit pas l'extrême-droite, puisqu'elle est déjà un parti de classe.

Bertrand RENAUDOT.

ELECTIONS A LA SECURITE SOCIALE :

Une importante bataille pour les syndicats

La Sécurité sociale actuelle, née le 4 octobre 1945, intéresse 12 millions de salariés. Financée à la fois par les cotisations des salariés et des employeurs, elle pouvait être un puissant moyen de redistribution du revenu national si les cotisations patronales n'étaient pas purement et simplement intégrées dans les prix de revient, c'est-à-dire payées par l'ensemble des consommateurs.

Sur un autre plan, le caractère démocratique de sa gestion a été altéré par le renforcement des tutelles administratives sur les conseils d'administration des caisses et aussi par le détournements de fonds imposés par l'Etat créant des déficits artificiels et facilitant par là même les attaques des milieux réactionnaires contre la Sécurité sociale. Après bien des atermoiements, le pouvoir gaulliste a décidé de procéder au renouvellement des administrateurs des caisses primaires de Sécurité sociale et des caisses d'allocations familiales. Il s'agit de représentants élus à raison de trois quarts dans le collège salariés et d'un quart dans le collège employeurs (pour la Sécurité sociale), de la moitié dans le collège salariés, d'un quart dans le collège travailleurs indépendants et d'un quart employeurs (pour les A.F.), plus dans les deux cas un certain nombre de représentants élus du personnel des caisses et un certain nombre de « personnes qualifiées ».

Dans le collège salariés, les grandes organisations syndicales s'affrontent avec vigueur car il s'agit d'un scrutin qui permet de mesurer la représentativité et l'influence de chacune d'entre elles.

A cette occasion, les centrales font connaître leur programme d'amélioration de la Sécurité sociale et leurs options générales. Les programmes des organisations ouvrières sont assez voisins : dans l'immédiat remboursement réel de 80 % des dépenses médicales et pharmaceutiques, l'amélioration des prestations pendant le congé maternité, la retraite à 60 ans, tels sont quelques-uns des points essentiels. La C.F.T.C. demande « la garantie, en tout état de cause, aux travailleurs retraités, malades et invalides, de ressources au moins égales au S.I.M.G. ».

La C.G.T. demande « la suppression de la cotisation ouvrière, le financement intégral de la Sécurité sociale par le patronat et l'Etat ». F.O. réclame l'instauration d'un service national de santé comportant la gratuité totale des soins et des médicaments mais aussi le libre choix du médecin.

Telle n'est pas la conception de la Confédération Générale des Cadres (C.G.C.) qui se prononce pour le « maintien d'une médecine libérale de qualité ».

Dans les collèges Employeurs de la région parisienne, on enregistre également la constitution de listes d'action républicaine et laïque, un certain nombre de petits employeurs ne voulant pas laisser au grand patronat le soin de les représenter et voulant que les fonds de la Caisse d'allocations familiales soient réservés à des œuvres laïques. La liste des travailleurs indépendants de cette tendance est conduite par notre camarade David Weill.

Sur le plan général, la C.G.T. s'en prend à la politique gaulliste d'atteinte aux droits des administrateurs et des assurés sociaux. Les autres centrales sont plus prudentes, surtout après les élections législatives. F.O. dénonce même la « politisation » du scrutin du 13 décembre faite par la C.G.T. Quant à la C.F.T.C., elle ne cache pas ses ambitions. C'est ainsi qu'Eugène Descamps écrit dans Syndicalisme : « Il faut que ces élections confirment l'avance de la C.F.T.C., tant il est évident que notre pays a besoin, à côté d'une C.G.T. inféodée politiquement, d'une force syndicale démocratique puissante. »

M. C.

Un projet nouveau style ou la logique du système



MOURENX : Cordon sanitaire préfectoral.

(Photo Tribune.)

Mourenx, 5 déc. (C.T.)

Mme DIEBOLT, préfet des Basses-Pyrénées (1), décrète l'état de siège de la ville de Mourenx (2) le 24 novembre 1962, sous le prétexte d'interdire une manifestation sur la voie publique.

Raisons de cette action, où toute la population est engagée :

— Le 24 novembre, à l'appel du Comité de défense des locataires, devait avoir lieu à Pau « un rassemblement automobile » afin de protester contre la décision d'augmenter les charges loca-

tives, décision prise par la Société centrale immobilière de la Caisse des dépôts (S.C.I.C.).

— Un escadron de gardes mobiles, déplacé de Bayonne, interdit l'accès de la ville, bloquant les habitants de la cité.

Devant la provocation préfectorale, le Comité de défense des locataires décide un ordre de grève de l'ensemble du personnel du Complexe industriel, grève à laquelle s'associent commerçants et fonctionnaires de la ville.

Seule l'acceptation de pourparlers, entre le président directeur général de la S.C.I.C. et une dé-

léguation du Comité de défense des locataires de Mourenx, pouvait surseoir à l'ordre de grève. Jusqu'alors, toutes tentatives de discussion entre usagers/SCIC ont été refusées par cette dernière.

Ballon d'essai ou abus d'autorité de la part du préfet des Basses-Pyrénées, il n'en reste pas moins vrai que tous les habitants de Mourenx ont à cœur que soit ouverte une enquête situant les responsabilités.

Une telle mesure, encore inédite à ce jour, portant atteinte aux libertés les plus élémentaires des citoyens, ne

manquera pas de rappeler, s'il en était encore besoin, que :

— la loi du profit s'impose une fois de plus au dépend des droits des travailleurs ;

— l'arbitraire prend force de loi.

(1) M. Diebold succède depuis peu à M. Wolf.

(2) Mourenx, ville sise entre Pau et Lacq (10.000 habitants), a été réalisée par la Société centrale immobilière de la Caisse des dépôts, afin de loger le personnel des industries nouvellement implantées sur le gisement de Lacq.

La défense du syndicalisme, caractère dominant du congrès de la F.E.N.

« SUR tous (les) problèmes, comme nous l'avions souhaité au début de ce Congrès, et parce que nous avons conscience de la nécessité de notre cohésion, nous sommes arrivés à des positions acquises à une majorité telle qu'elles sont l'expression de la volonté de l'unanimité du syndicalisme enseignant français.

« Et il en sera de même demain, parce que c'est nécessaire, ailleurs qu'ici, pour tous les travailleurs, pour tous les démocrates de ce pays dont nous sommes pleinement solidaires. »

C'est sur cette déclaration, chaleureusement approuvée par les congressistes, que Georges Lauré, secrétaire de la F.E.N., a clos les travaux d'un congrès qui, ajoute-t-il, « a revêtu une gravité exceptionnelle ». Les travaux ont été dominés par le souci de rassembler toutes les forces du syndicat pour la défense du syndicalisme. Premier caractère dominant de ce Congrès : derrière les heurts des tendances, des syndicats et des catégories, une grande volonté de se rapprocher autour de la direction fédérale pour défendre l'organisation.

La menace est présente à l'esprit de tous : « Une liberté tolérée, a dit Lauré, n'est pas une liberté. » Mais la détermination de la F.E.N. est sans équivoque.

« Nous le disons et nous le redisons, ajoute Lauré, même si doit se révéler exacte cette menace récente d'un candidat aujourd'hui député : « Quand nous serons revenus au pouvoir, il faudra, vous m'entendez bien, épurer le ministère de l'Education nationale, comme nous

avons épuré le ministère de l'Intérieur. »

« Mais c'est 450.000 enseignants et personnels de l'Education nationale qu'il faudra épurer, et en tout cas les 330.000 camarades groupés dans la F.E.N. »

—o—

L'une des menaces les plus sensibles, l'un des problèmes les plus débattus a été celui des rapports entre le syndicalisme et l'Etat. Dans sa déclaration finale, au nom de tous les syndicats nationaux et de toutes les tendances, Lauré devait réaffirmer clairement la position unanime de la F.E.N. :

« Nous nous affirmons résolument opposés à toute tentative visant à réaliser l'intégration du syndicalisme dans l'Etat. »

« Nous approuvons la déclaration faite au cours de la conférence de presse du M.S.U.D. par Denis Forestier, à savoir :

« Je ne pense pas que l'idée du Conseil économique et social doté de pouvoirs soit une idée d'origine ouvrière ; cette idée, c'est le glissement vers le corporatisme catégoriel, même si l'on couvre des façons d'être d'un certain syndicalisme. »

« C'est en raison de la nature du système capitaliste de la société, que le syndicalisme veut réduire par une action permanente qui, par essence, est de contestation, que les syndicats ne peuvent accepter l'intégration dans l'appareil politique. La participation à un Conseil économique et social doté de pouvoirs aboutirait à

faire éclater la classe ouvrière organisée. »

« Et nous nous engageons :

« A faire connaître largement cette prise de position dans le monde du travail ;

« A établir des contacts avec les confédérations ouvrières, afin d'étudier avec elles les possibilités d'une RÉSISTANCE COORDONNÉE A L'INTEGRATION DU SYNDICALISME DANS L'ETAT. »

Une autre dominante du Congrès fut la volonté de renforcer la cohésion de la F.E.N. elle-même, de la F.E.N. et des organisations syndicales d'autre part. Sur le plan pédagogique, un réel effort de synthèse fut entrepris entre les positions parfois divergentes des syndicats nationaux. Sur le plan corporatif fut affirmée la volonté de ne pas voir les enseignants coupés de la fonction publique.

Enfin l'action laïque a permis à toutes les tendances de reconnaître l'efficacité de la méthode du C.N.A.L. et d'affirmer que la première pierre pour la construction d'un programme de redressement de la démocratie, c'est le triptyque inseparable : « Expansion, démocratisation et nationalisation de l'enseignement ».

A l'heure où l'on se prépare, en haut lieu, à pas mal de démagogie dans ce domaine, il était bon de rappeler clairement les trois volets étroitement liés de cette tâche que seule « une démocratie nouvelle plus juste et plus fraternelle », comme le dit la motion votée, pourra entreprendre.

Yves Renaud.

UNE LITTERATURE PROVISOIRE

NE, historiquement, de l'échec, après la Libération, de la littérature engagée, le Nouveau Roman a pris dans les années 50 une place laissée vacante par la dépolitisation croissante des intellectuels.

Entrant dans un vide social et culturel, son contenu ne pouvait être que l'expression de ce vide, d'une pensée scierosée, non insérée dans la vie quotidienne.

La Réification

En 1954, Roland Barthes, dans « Critique », décelait les principes fondamentaux d'une nouvelle littérature qui allait s'appeler, l'Anti-Réalisme, l'Ecole du Refus, ou plus spécifiquement, le Nouveau Roman.

La primauté accordée au regard allait faire d'un groupe de romanciers les représentants d'une littérature, dont le point de vue « objectif » fondait le roman comme vision du monde en surface.

Au premier abord, il peut paraître salutaire qu'une nouvelle conception romanesque se substitue aux recherches psychologiques du roman traditionnel, que cette conception puisse nier la profondeur, et n'aborder que les manifestations les plus visibles des choses, salutaire et inévitable que la puissance oppressante de l'objet trouve dans le nouveau roman un écho, un reflet de sa présence dans le monde.

Déjà en 1867, Marx, étudiant l'évolution des structures de la société capitaliste constatait la perte progressive des caractères spécifiques de l'individu au profit d'un anonymat proche de l'objet ; l'homme devait peu à peu le rouage ridicule d'un univers surmécanisé et spécifié à l'extrême. Cette transformation de l'humain en chose, Luckas la nomme Réification.

La Réification n'est rien d'autre que le féodalisme de la marchandise et le passage rétrograde de la valeur humaine en valeur objet.

Éclatement de l'homme

Dans la société capitaliste, la conscience tend en effet à devenir un simple reflet, à perdre toute fonction active au fur et à mesure que le processus de la Réification, conséquence inévitable d'une économie marchande, s'étend et pénètre, de l'intérieur, tout le secteur économique de la pensée et de l'affection.

En principe la religion, la morale, l'art et la littérature ne sont ni des réalités autonomes, indépendantes de la vie économique, ni de simples reflets de celle-ci.

Ils tendent cependant dans le monde capitaliste à le devenir au fur et à mesure que leur authenticité se trouve vidée de l'intérieur grâce à l'apparition d'un ensemble économique autonome qui tend à s'empurer de manière exclusive de toutes les manifestations de la vie humaine.

Cette évolution donne naissance chez beaucoup d'intellectuels à une angoisse, une conscience pathologique qui seront comme le refus exacerbé d'un monde hostile. Un monde qui désagrège, qui mortifie l'homme, le mutilé, lui ôte sa liberté. Mais si cette distorsion a pu être, dans une autre discipline, dénoncée comme le fruit du fascisme (le Guernica de Picasso), le Nouveau Roman en tant que vision du monde est à l'origine plus ou moins consciente de cet éclatement de l'individu. Si les visages du tableau de Picasso éclatent comme simultanément et dans la même œuvre la peinture abstraite commençait à supprimer les signes anthropomorphiques de l'individu, le Nouveau Roman opère cette mutilation en sens contraire : celui de la réaction, de la bourgeoisie.

La disparition de l'humain

est ici suite plutôt que dénonciation.

Apologie de l'angoisse

Je veux dire par là que le morbide, l'angoisse, le pathologique qui drapent le Nouveau Roman (Samuel Beckett, Robert Pinget, Butor, Sarraute) sont présentés comme réalisations effectives, inéluctables sur lesquelles l'homme n'a pas prise. Le monde devient absurde. Une catastrophe très concrète comme la peste a pu être élevée par Camus — à qui le roman actuel emprunte beaucoup de son angoisse — à un niveau fataliste : la peste est le visage horrible du monde. Depuis Kafka et Joyce dont le Nouveau Roman fait les maîtres à penser de la génération actuelle, le réel est devenu synonyme de cauchemar, de signe sans signification. Le roman se remplit d'êtres dénus de toute épaisseur.

La parenté que réclament Butor, Beckett, Sarraute ou Robbe-Grillet avec des romanciers qui ont senti profondément la contradiction du monde capitaliste aux aboutissements fascistes, n'est pas fondée réellement. Chez Kafka, la Réification, l'angoisse, l'hostilité ont un fondement d'abord personnel, ensuite sociologique ; sa qualité de juif n'est pas étrangère au thème de la métamorphose qui l'a hanté toute sa vie (Recherche d'un chien, La Métamorphose). Les juifs étaient des « chiens »... Il fallait se réfugier dans des souterrains (Le Terrier). Il fallait adopter l'anonymat le plus strict, la personne se désignait par une seule initiale (K) ; L'univers concentrationnaire se profilait déjà à l'horizon (La Colonie pénitentiaire). Ce sens intime et douloureux de l'oppression, un seul écrivain semble l'avoir retrouvé aujourd'hui : Jean Cayrol. Alors que le roman actuel est une quête vers un univers désocialisé, une démarche de plus en plus poussée pour magnifier le « IL » et le « ON », la dissolution de la personnalité, l'entreprise de Cayrol me paraît saine. Son univers romanesque (dont Lazare parmi nous), dresse un manifeste pour une littérature humaine « lazareenne ».

S'il voit aussi comme Robbe-Grillet ou Sarraute en l'homme un être dégradé, cette dégradation avoue son origine : Matthausen, 1942. Les personnages de Cayrol marchent constamment vers la lumière, la paix, la sociabilité, l'humain, eux aussi au départ, ont perdu jusqu'à leur état civil ; ils sont marqués par la nomenclature chiffrée d'un monde concentrationnaire ; ils partent de la nuit, du silence, du ON (ON VOUS PARLE) pour arriver vers la reconnaissance d'autrui.

Roman et politique

Les romanciers actuels se complaisent au contraire dans le degré zéro de l'humain. Le morbide n'est pas seulement montré, il est justifié. Les monologues semi-inconscients de Joyce (Mr Bloom dans Ulysse) sont systématisés chez Beckett — qui fut le secrétaire de Joyce — et chez Nathalie Sarraute (Tropismes). Alors que la démarche de Joyce à travers Dublin était, en dernière analyse, un oui magnifique au monde, à la nature, à la connaissance ; la description de Beckett ne s'élève pas au-dessus d'un enregistrement passif d'une certaine réalité que le romancier nous présente comme la seule possible.

Le Nouveau Roman nous donne cette impression de porter témoigne, de décrire minutieusement un monde qui n'est qu'embryonnaire, confus, dispersé, qui ne révèle que la surface des choses avec l'affirmation qu'il n'y a rien sous les choses.

C'est par là justement que pèche cette littérature. Elle ne

rattache pas l'homme aux conflits sociaux et elle élimine sa complexité. Elle refuse l'insertion en bloc de l'Homme dans le monde.

Au contraire « les écrivains dont la vision du monde repose sur la définition aristotélique (l'homme, animal social) ne créent jamais de types sans les lier, de façon organique et indissoluble aux contradictions qui se révèlent tout à la fois dans les facteurs sociaux et dans l'individu lui-même lorsqu'il est pleinement développé » (Luckas).

L'idéologie du Nouveau Roman est foncièrement réactionnaire, d'autant plus que le réalisme dont se torguent les romanciers de l'école du Regard n'est qu'une saisie uniforme et non critique de la réalité.

« Mais, dira-t-on ? Qu'apportez-vous donc un auteur réaliste ? Eh bien ! tout bonnement... un auteur qui s'attache avant tout — quel que soit son désir d'amuser ses contemporains, ou de les réformer ou de les instruire ou de lutter pour leur émancipation à saisir en s'efforçant de tricher le moins possible et de ne rien rognner ni aplatis pour venir à bout des contradictions et des complexités, à scruter avec toute la sincérité dont il est capable, aussi loin que le lui permet l'acuité de son regard ce qui lui apparaît comme étant la réalité » (N. Sarraute). L'auteur du Planétarium se réfère ici à une conception bourgeoise de la description qui peint un monde hors de l'histoire et du temps ; le romancier est sans pouvoir dans un monde qui « est ce qu'il est, opaque et sans signification. »

La démission de l'intellectuel

Devant cette régression du roman moderne, qui se dit révolutionnaire, il faut dénoncer l'imposture que constitue pour beaucoup la signature du Manifeste des 121, Butor écrit à propos du manifeste :

« Il y a des moments où celui qui jouit de l'immense privilège de pouvoir travailler assez tranquillement dans une chambre ou dans un laboratoire à l'accroissement du savoir humain, l'amélioration de notre séjour et de notre vie, est un traître, à tout ce qu'il fait, à lui-même, à tous ceux qui le suivent et l'entendent vraiment et, qu'il soit mathématicien, compositeur ou architecte, s'il ne jette pas dans la balance le peu d'autorité morale dont il se trouve alors investi ».

Le même Butor écrit aussi

scandaleusement : « Je le reconnais dans la plupart des cas, il vaut mieux laisser à des spécialistes choisis les problèmes politiques de l'instant ».

Cette démission de l'intellectuel n'est pas propre à la littérature. Le jeune cinéma se vante également de sa dépolitisation (« l'homme doit voter, l'artiste, non ! »). Ce nettoyage de la conscience écarte d'elle les problèmes qui nous concernent tous (les six millions de femmes qui travaillent, les luttes syndicales, l'exploitation de l'homme par l'homme, les guerres révolutionnaires). Ce nettoyage peut bien ensuite déboucher sur une vision non « aliénée », « lucide », « dégagée » de tout subjectivisme de parti. Dans la mesure où le roman décrit une conscience fragmentaire, générative et sans référence aucune avec la réalité historique, il ne nous concerne pas. On se plaît à rêver d'une littérature dont tous les tenants pourraient s'écrier comme Zola : « A chaque nouveau problème, c'est toujours le socialisme que l'on rencontre ».

Une littérature dont tous les mots seraient des pistolets chargés.

Pierre Uytterhoeven.

LE N tente de C



Devant les Editions de Minuit, l'écurie est

SUPPOT de la réaction pour les uns, pour les autres ouverture vers un monde plus vrai, le Nouveau Roman a suscité des partisans fanatiques, des adversaires irréductibles. Ces remous, en tout cas, prouvent qu'il participe aux questions que pose actuellement les rapports de la littérature avec la société et, en un sens, aux questions que l'homme se pose à lui-même.

Qu'est-ce que le Nouveau Roman ?

Ni école littéraire ni courant philosophique, le Nouveau Roman rassemble des écrivains dont le souci est le renouvellement de la forme romanesque. Ils sont unis par le désir d'en finir avec la psychologie, et avec le style « la marquise est sortie à cinq heures ». Les principaux écrivains qui représentent cette tendance sont : Michel Butor, Alain Robbe-Grillet, Nathalie Sarraute et Claude Simon.

Ces écrivains furent affublés de différentes dénominations : Ecole de l'Objectivité, Ecole du Regard, Nouveau Réalisme... Mais chaque dénomination déborde sur l'autre et, de ce fait, brouille la possibilité de définir, d'un seul mot, la tendance nouvelle.

Un exercice spirituel

Robbe-Grillet, le chef de file, a nettement défini son ambition : réduire au regard pur les rapports psychologiques entre l'homme et le monde. Dans son œuvre, il tente de jeter sur les êtres et les choses un regard nettoyé de tout apport philosophique, politique, moral, religieux. C'est autre chose que la simple objectivité, car cette attitude implique une option morale, et les descriptions formelles deviennent un exercice spirituel que sous-tend une volonté de retrouver l'innocence, de rendre la sérénité à l'homme.

Le nouveau Christ

Robbe-Grillet avoue parfois son ambition de spiritualité en assurant (non sans ironie, car il ne croit en rien) qu'il lui arrive de se prendre pour le nouveau Christ, dont l'œuvre constituerait le cinquième Evangile. Et, comme tout fondateur de religion, il promet le Paradis. En quoi consiste cet Eden, et comment peut-on l'atteindre par les voies littéraires ?

La théorie de Robbe-Grillet

L'attitude des romanciers classiques (Balzac, Dostoïevski, Proust) est d'humaniser le monde. Sous leur plume les choses prennent une signification, une profondeur, une valeur : le temps est « capricieux », le silence « angoissant », la montagne « majestueuse ». Le monde prend figure humaine.

Robbe-Grillet s'oppose à cette attitude : « les choses sont les choses, et l'homme n'est pas « blotti »

NOUVEAU ROMAN

Passer la tragédie du cœur de l'homme



Rassemblée : (de gauche à droite) : Robbe-Grillet, Claude Simon, Claude Mauriac, Jérôme Lindon (directeur des Editions de Minuit), Robert Pinget, Samuel Beckett, Nathalie Sarraute, Claude Ollier.

Il est situé au creux du vallon ; le silence n'a aucune qualité, il est seulement silence, la montagne n'est pas « majestueuse », le regard enregistre sa hauteur sous un certain angle.

Refus de la tragédie

Jusque-là il ne s'agit que d'une clause de style : le refus de l'analogie. Mais au-delà, il y a une conception des rapports entre l'homme et le monde. Selon Robbe-Grillet, c'est l'homme, en prêtant à la nature un visage humain, qui place la tragédie dans le monde. A titre d'exemple, il trace le fonctionnement de la solitude : « J'appelle. Personne ne me répond. Au lieu de conclure qu'il n'y a personne — ce qui pourrait être un constat pur et simple, daté, localisé, dans l'espace et le temps — je décide d'agir comme s'il y avait quelqu'un, mais qui, pour une raison ou pour une autre, ne me répondrait pas. Le silence qui suit mon appel n'est plus, dès lors, un vrai silence ; il se trouve chargé d'un contenu, d'une profondeur, d'une âme — qui me renvoie aussitôt à la mienne. »

Un matérialisme

En ne cherchant pas l'âme des choses, en les prenant telles qu'elles sont, sans arrière-pensées de communion avec la nature, l'homme « ne refuse pas le monde ; il accepte, au contraire, de l'utiliser pour des fins matérielles : un ustensile, en tant qu'ustensile, n'a jamais de profondeur ». Les choses ne sont rien d'autre que leurs formes, leur usage : « Cette absence de signification, l'homme d'aujourd'hui (ou de demain) ne l'éprouve plus comme un manque, ni comme un déchirement. Devant un tel vide, il ne ressent désormais nul vertige. Car s'il refuse la communion, il refuse la tragédie. »

Un amoralisme serein

Cela va à l'encontre de toute la tradition humaniste et nous n'en sommes pas encore à ce détachement souverain. Pour échapper à l'enivrassement des significations et des valeurs, Robbe-Grillet se sert du regard : « Le regard, s'il veut rester simple regard, laisse les choses à leur place respective. Plus de contact moite, plus de bouteille fascinante. Le regard enregistre la distance, la forme, le contour : un constat, pour ainsi dire. Empêcher l'imagination de prêter une valeur aux objets, aux rapports, tel est le but de la description formelle. Le style « géomètre » vise à nettoyer les objets, à les décrasser de leur enveloppe humaniste, en un mot, à refuser toute complicité avec elle. « Il y a d'abord refus du vocabulaire analogique et de l'humanisme traditionnel, refus en même temps de l'idée de tragédie, et de toute idée conduisant à la croyance en une nature profonde, et supérieure, de l'homme ou des choses, refus enfin de tout ordre préétabli. »

Le pari raisonnable

« Est-il possible d'échapper à la tragédie ? » se demande Robbe-Grillet. Aujourd'hui la tragédie imprègne l'homme. « Mon corps peut-être satisfait, mon cœur content, ma conscience reste malheureuse. J'assure que ce malheur est situé dans l'espace et le temps, comme tout malheur, comme toute chose en ce monde. J'assure que l'homme, un jour, s'en libérera. Mais je ne possède de cet avenir aucune preuve. Pour moi aussi, c'est un pari », conclut Robbe-Grillet en faisant allusion au pari de Pascal.

Il y a des problèmes économiques, sociaux, objectera-t-on. Robbe-Grillet ne les nie pas : ils sont situés dans le temps et dans l'espace et, à ce titre, ont leur solution.

Les Nouveaux Romans

Avec sa théorie très stricte, Robbe-Grillet a écrit des romans, certes difficiles à lire, mais d'une rare perfection. Précis et méthodiques dans ses constats, il entraîne le lecteur dans les labyrinthes de son regard. *Les Gommes*, son premier roman, n'est qu'une enquête policière, mais au fur et à mesure que le récit se déroule, les images s'interfèrent, se dédoublent, le temps se craquelle, l'erreur et la vérité se mélangent. Dans *La Jalouse*, un homme, à travers la jalouse de sa fenêtre, surveille sa femme : le regard, les reflets dans le miroir, les souvenirs et les suppositions s'entremêlent et finissent dans le délire.

Les autres représentants du Nouveau Roman ne partagent pas toutes les idées de Robbe-Grillet, et pour cette raison on ne peut parler d'école littéraire, mais seulement de tendance, dans laquelle chacun garde sa personnalité originale.

Michel Butor décrit des consciences kaléidoscopiques où tourbillonnent les sensations, les rêves, les projets qui s'amalgament avec l'enivrassement du passé. Le prix Renaudot a attiré l'attention du public sur *La Modification*. Butor, avec une puissance de travail digne de Victor Hugo, est celui dont les expériences romanesques sont les plus diverses.

Nathalie Sarraute s'intéresse à une matière psychologique en mouvement. Ses héros se dépersonnalisent et participent à une espèce de conscience collective incertaine et anonyme.

Chez Claude Simon, l'imagination et la perception se fondent dans un langage qui coule comme un fleuve tumultueux. Les expériences et les sentiments s'interpénètrent et voient les uns à travers les autres.

Le Nouveau Roman et la politique

Butor, Robbe-Grillet, Nathalie Sarraute, Simon ont eu une attitude politique courageuse et ont souvent manifesté leurs sympathies de gauche (signature du manifeste des 121, entre autres). Butor est celui qui a

affirmé le plus nettement ses prises de position, mais les œuvres du Nouveau Roman n'ont que de lointains rapports avec l'engagement politique. Beaucoup le leur reprochent, sous prétexte que la littérature doit être engagée.

Possibilité d'une littérature révolutionnaire

La littérature a-t-elle une vocation politique, voire révolutionnaire ? Cette façon de poser le problème est un peu rapide. La littérature rejette la politique par des voies plus lointaines que la simple efficacité tactique. Peut-être en raison du niveau où se place la littérature et la culture en général : au niveau de la réflexion, de la conscience de soi. Evidemment, la prise de conscience qu'elle propose doit aller dans le sens de la vérité, de la démystification (et, de ce fait, à gauche) mais elle n'est pas nécessairement d'une efficacité immédiate.

A certain moment de l'histoire, un personnage romanesque peut incarner une « figure typique » dans laquelle de larges masses se reconnaissent, prenant conscience d'elles-mêmes, de leur force. Mais en ce moment y a-t-il une classe montante, un courant dominant, une ligne de force qui polariseraient l'espérance ? Dans notre société morcelée par le néo-capitalisme, les masses ont éclaté en éléments disparates, en revendications diverses qui se manifestent par des refus plus que par des enthousiasmes. De même qu'il est impossible d'unir de larges masses sur une vision commune du monde, il est impossible de dégager une figure typique. D'où la littérature du refus, et disparition du personnage dans le Nouveau Roman.

L'intellectuel et le romancier, qui ont pour charge de s'interroger et de traduire en mots et en concepts le foisonnement muet de la réalité, ne peuvent que refléter le désordre ou (et c'est le cas du Nouveau Roman) se retourner sur eux-mêmes pour rechercher une unité à un niveau plus général ou sur le plan de l'intérieur : façon de se comprendre dans le monde, réflexions, hors de l'action, sur les rapports entre l'homme et les choses... En ce moment, une authentique littérature révolutionnaire est impossible. La preuve : elle n'existe pas.

Il est facile de jeter la pierre au Nouveau Roman en l'accusant de quiétisme. Après l'échec de la Libération, après le Roman Engagé débouchant, non sur un monde changé, mais sur une révolte solitaire, après les appels dans le désert, le Nouveau Roman tente de chasser la tragédie du cœur de l'homme ou de mieux comprendre ses angoisses. Les problèmes sociaux demeurent, de même que les tragédies économiques. Leur solution réside dans l'action des masses. Une fois les masses en mouvement, les romanciers pourront en rendre compte. Car, en un sens, la littérature n'est pas faite par quelques hommes. Elle est faite par tous.

O. HAHN.

L'entrevue KENNEDY-MIKOYAN : Début d'une négociation approfondie Est-Ouest

La crise cubaine a peut-être fourni aux deux Super-Grands — Etats-Unis et URSS — l'occasion d'une discussion sérieuse sur les principaux aspects de la tension internationale.

Pour le moment, on se montre des deux côtés d'une prudence et d'une discréction très strictes. Cela est assez remarquable du côté américain : il est rare que les grands correspondants politiques et diplomatiques de Washington n'obtiennent pratiquement rien de plus que les déclarations officielles sur un événement important, dans les jours qui suivent cet événement.

Or Mikoyan, premier vice-président du Conseil de l'URSS, s'est entretenu pendant plus de trois heures avec le président Kennedy, jeudi dernier. Le lendemain, il a eu un « déjeuner de travail » d'environ trois heures avec le secrétaire d'Etat Dean Rusk. Et, quatre jours plus tard, aucune indiscretion n'était venue donner une idée un peu concrète, un peu vivante de ces entretiens, de leur portée, de l'atmosphère dans laquelle ils se sont déroulés. On en était toujours réduit aux schémas officiels.

Tout se passe comme si Kennedy avait une idée derrière la tête, mais se gardait bien d'éclairer l'opinion sur ses intentions dans la crainte que la diplomatie plus ou moins publique, qui est de tradition en Amérique, ne compromette les chances d'une négociation de la plus haute importance.

Un fait qui n'est pas isolé

Si l'on devait voir bientôt se nouer une négociation approfondie entre l'Est et l'Ouest, il faudrait sans doute en dater l'origine à l'entrevue Kennedy-Mikoyan, qui tire son importance de ce qu'elle n'est pas un fait isolé :

• La visite du second personnage de l'URSS vient après un ECHANGE DE MESSAGES entre Kennedy et Khrouchtchev. L'affaire cubaine a été l'occasion, mais il semble bien que ces messages ont débordé ce seul épisode.

• Pour liquider le contentieux cubain, un CONTACT SPECIAL AMERICANO-SOVIETIQUE est maintenu, à New York, entre le vice-ministre des Affaires étrangères russe, Kouznetsov, et les grands experts américains Stevenson et McCloy.

• En reprenant la discussion sur le DESARMEMENT, le 26 novembre, à Genève, le Soviétique Tsarapkine et l'Américain Arthur Dean ont proposé ensemble aux 15 autres membres de la Commission de l'ONU (1) de consacrer trois séances sur quatre au problème de l'interdiction des essais nucléaires.

Les premiers travaux de la Commission ont été surtout marqués par une proposition de la Suède : créer une commission d'experts (en particulier des sismologues) qui serait chargée de contrôler que l'interdiction des essais nucléaires souterrains est effective. Cette proposition, qui lèverait le plus gros obstacle à un accord en réglant le problème du contrôle, a essayé les rebuffades des délégués américain et soviétique.

• Au moment où l'URSS cèda à Cuba, on put se demander si elle ne chercherait pas une compensation ou une revanche ailleurs, là où elle possède des atouts plus sérieux et où les intérêts stratégiques américains sont moins vitalement mis en cause qu'à Cuba. Tout le monde pensait à BERLIN. Kennedy annonça, à l'époque, un renforcement de la garnison américaine dans l'ancienne capitale allemande. Or rien ne s'est passé à Berlin. Mieux : la communication soviétique sur l'Allemagne, qui arriva à Washington presque en même temps que Mikoyan, est plus que modérée, évasive.

• Enfin on n'a pas prêté suffisamment attention à un geste soviétique significatif : l'acceptation du système actuel de direction de l'ONU, avec l'ELECTION de M. THANT comme secrétaire général en titre. Par là,



M. Mikoyan (à gauche) a été reçu à la Maison Blanche où il a eu une longue conversation avec le président Kennedy.

Moscou renonce — provisoirement au moins — à exiger l'instauration d'une « troïka » (un Occidental, un Soviéto, un neutre) à la tête de l'organisation internationale, c'est-à-dire une refonte qui lui ôterait le peu d'autonomie qu'elle possède.

La France sur la touche

La France n'est pas en mesure de participer activement au cours des événements diplomatiques actuels. Non seulement parce que la discussion russe-américaine passe par-dessus sa tête, mais bien plus encore parce que l'obstination du général de Gaulle à préparer une force nucléaire nationale et son mépris affiché de toute discussion internationale à ce sujet, mettent la France, à l'égard de l'Occident, dans la position de gêneur qui est celle de la Chine dans le camp soviétique.

Il faut voir là une des raisons majeures de la visite que M. Macmillan va faire à Paris avant de rencontrer aux Bahamas, le 19 décembre, le président Kennedy. Les Anglais cherchent un moyen terme qui rétablirait une vraie coopération entre la France et les Etats-Unis à l'intérieur de l'organisation atlantique.

Paul PARISOT.

(1) Cette Commission du désarmement, créée il y a juste un an par un vote unanime de l'assemblée générale des Nations Unies, comprend cinq Occidentaux (U.S.A., Grande-Bretagne, Canada, Italie et, théoriquement, la France qui boycotte les travaux), cinq Soviétoiques (URSS, Tchécoslovaquie, Pologne, Roumanie, Bulgarie) et 8 non alignés (Birmanie, Brésil, Ethiopie, Inde, Mexique, Nigéria, Egypte, Suède).

ALGERIE : De l'assistance Française au non-engagement

Le problème algérien a retrouvé ces derniers jours une place dans l'actualité politique par deux événements presque simultanés.

D'une part, M. Khemisti, le jeune ministre des Affaires étrangères du gouvernement algérien, est venu à Paris pour négocier avec le gouvernement français sur l'assistance financière et technique dont l'Algérie a besoin.

D'autre part, au début de la semaine, la situation intérieure s'est tendue. Après l'interdiction du parti communiste algérien, le gouvernement a pris de sérieuses mesures judiciaires et policières. Des tribunaux ont été mis en place, des arrestations ont été opérées ; il semble que le parti de la révolution socialiste et le parti communiste aient été visés.

Les deux événements ne sont pas sans rapport. Nul n'ignore que la situation économique et sociale est fort grave. Comment s'en étonner ? La paix est venue trop tard. La transition a été manquée. Le passage à l'indépendance s'est fait dans les plus mauvaises conditions.

Le gouvernement algérien est condamné à imposer une dure politique d'austérité, quelle que soit l'ampleur

de l'aide qu'il puisse obtenir de l'étranger, et d'abord de la France. C'est là, assurément, la justification qu'il donnera pour expliquer les mesures autoritaires qu'il vient de prendre.

Dans cette difficile situation, deux dangers menacent le gouvernement. D'abord que le caractère autoritaire de son pouvoir ne soit utilisé contre toute forme de critique et d'opposition. C'est une tentation à laquelle risquent toujours de succomber les régimes de parti unique, surtout lorsqu'ils sont aux prises avec les difficultés économiques et sociales.

Ensuite, comme il négocie avec le régime gaulliste et non avec un gouvernement français animé d'un large esprit de coopération, il court le risque de se heurter à des exigences procédant de la « politique de grandeur » et du souci d'imposer certaines formes de coopération militaire. Le non-engagement choisi, par les responsables de la politique étrangère algérienne pourrait alors être mis à l'épreuve.

Par cet aspect au moins, on le voit, nous n'avons pas le droit de nous désintéresser des rapports entre la France et l'Algérie.

De BONN à ROME

DEUX sujets ont dominé la semaine internationale : la crise gouvernementale allemande, le congrès du parti communiste italien.

A Bonn, Adenauer n'a réussi qu'à moitié à sauver son ministère. Certes, le ministre de la Défense, Strauss, dont les libéraux exigeaient le départ, a finalement démissionné, mais Adenauer n'en a pas été moins forcé de chercher du côté des sociaux-démocrates (que le chancelier a considéré pendant soixante ans de sa vie comme d'horribles « rouges » !) l'appui destiné à colmater les voies d'eau qui se multiplient à travers la coque du vaisseau gouvernemental.

Il y a beaucoup à dire sur les dessous de toute cette crise (querelles de clans à l'intérieur de la démocratie chrétienne, pressions d'intérêts capitalistes divers), mais il faut ajouter qu'en fait, presque extrapolitique, a surtout dominé et que la tactique de chacun en a été modifiée : l'âge d'Adenauer (il aura 88 ans en janvier), l'heure de sa prochaine retraite, donc le problème de sa succession. Il est certain notamment que le départ longuement réfléchi de Strauss emprunte davantage à la fameuse « retraite élastique » dont on nous parlait à une certaine époque qu'à une humble soumission aux intérêts supérieurs du gouvernement Adenauer. Strauss, est partie prenante du « gang » Ludwig Ehrhard : il sait qu'il reviendra plus puissant encore quand ce dernier prendra, comme cela est probable, la suite du « Renard ». Aussi ne doit-on pas s'étonner de voir les dirigeants de la démocratie chrétienne eux-mêmes poser maintenant à Adenauer le problème de sa retraite.

A l'heure où, j'écris ces lignes, le 10^e congrès du parti communiste italien est commencé depuis vingt-quatre heures à Rome. Le moment où il se tient est particulièrement décisif, compte tenu de la « ligne » de ce parti, de la situation politique italienne et de la conjoncture internationale.

Le P.C. italien (1.800.000 membres en 1960), le plus important du monde non communiste, est aussi celui qui est allé le plus loin dans la déstalinisation puisqu'il en est arrivé à remettre en cause l'une des 21 conditions de la III^e Internationale en prêchant le « polycentrisme ». L'aile stalinienne y est de plus en plus minoritaire, ce qui peut à la longue avoir de sérieuses et fort intéressantes répercussions sur certains autres partis frères, et je pense au parti français.

D'autre part, l'expérience de centre-gauche menée par le gouvernement Fanfani et appuyée au Parlement par les socialistes de Pietro Nenni est fort discutée chez les communistes. Togliatti, secrétaire général du P.C., après s'être rangé d'abord chez les partisans d'une non hostilité préconçue, a rejoint le courant d'une opposition déclarée. Togliatti a surtout vu l'avantage qu'il pourrait tirer de son intransigeance aux élections générales du printemps prochain, en raison des difficultés sociales actuelles.

Georges Batelier.

L'U.N.E.F. veut résoudre le problème des rapports de son syndicat avec le régime

Différentes rencontres internationales sont prévues.

L'assemblée générale de l'Union nationale des Etudiants de France s'est tenue samedi et dimanche derniers à Paris.

Nous avons demandé à Jean-Claude Roure, président de l'U.N.E.F., de préciser certains points débattus à cette assemblée générale.

T.S. — Les « majoritaires » ont quitté l'A.G. sur la question de la reconnaissance de l'association d'étudiants de Paris-Droit. Qu'en est-il exactement ?

J.-Cl. Roure. — Eux qui, pendant la guerre d'Algérie, rompaient la discussion sur des problèmes politiques, le font cette fois sur une question de

PETIT GLOSSAIRE POUR NON-ETUDIANT

U.N.E.F. : Union nationale des étudiants de France.

F.N.E.F. : Fédération nationale des étudiants de France, syndicat à sympathie fasciste.

Minos : Anciens minoritaires actuellement à la tête de l'U.N.E.F.

Majos : Anciens majoritaires, partisans du corporatisme apolitique.

A.G.E. : Association générale d'étudiants (une A.G.E. par ville de province et une par faculté à Paris).

M.N.E.F. : Mutuelle nationale de l'étudiant de France (organisme de sécurité sociale étudiant).

C.N.O. : Comité national des œuvres (organisme de gestion paritaire État-Université s'occupant de tous les problèmes sociaux étudiants).

C.O.P.A.R. : Branche parisienne du C.N.O.

U.I.E. : Union internationale des étudiants (des pays de l'Est et du Tiers Monde).

C.I.E. : Conférence internationale des étudiants (occidentaux).

forme. Cette fois, leur rupture se fait en partie pour ne pas être gêné vis-à-vis de la Fédération des Etudiants de Paris. De toute façon, nous avons la ferme intention de reprendre contact très rapidement.

T.S. — La Fédération des groupes d'Etudes de Lettres de Paris, entre autres, avait demandé l'entrée de l'U.N.E.F. à l'Union internationale des Etudiants. Qu'en pensez-vous ?

J.-Cl. Roure. — Une adhésion de l'U.N.E.F. à l'U.I.E. nous conduisait à nous séparer des unions nationales occidentales, avec lesquelles nous collaborons actuellement. Aussi, avant de songer à adhérer à l'U.I.E. nous devons nous efforcer de rapprocher les unions européennes de nos conceptions du syndicalisme étudiant et de coopération universelle.

D'autre part, nous prévoyons différentes rencontres internationales à Strasbourg et surtout à Bruxelles, avec les associations nationales des pays du Marché commun.

Le grand intérêt que nous portons aux problèmes européens ne signifie pas pour nous une prise de position politique mais, ainsi que je l'ai dit, a une grande importance sur le plan syndical.

Par exemple, de nombreuses études vont être réalisées, d'ici février, sur les problèmes universitaires des pays européens.

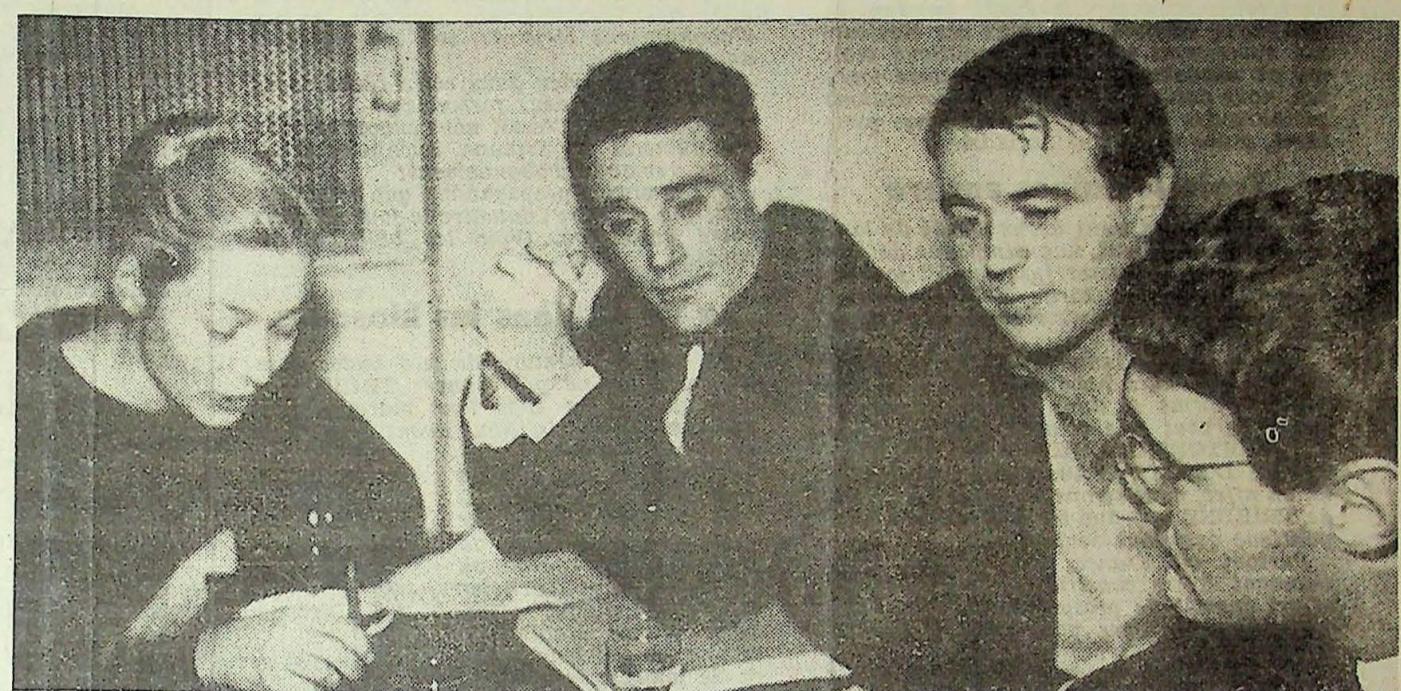
PETITES ANNONCES

Dame 64 ans irait s'occuper enfants à domicile, éventuellement petits travaux ménagers pour Paris ou la banlieue nord.

Ecrire à : Tribune Socialiste, 54, bd Garibaldi, qui transmettra.

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
58-61, rue La Fayette
Paris (9^e)



Crayon en main, Martine parle de ses problèmes.

Les "prépas" entre le lycée et la "Fac"

LES « Prépas » (élèves des classes préparatoires aux grandes écoles) ne sont pas contents. Ils l'ont montré le mois dernier en manifestant dans la rue aux cris de « Un statut prépa », « Liberté syndicale », « Nous ne sommes plus en sixième ! » Tribune Socialiste a voulu approfondir la question.

T. S. — Vous avez manifesté, il y a trois semaines, pour quelles raisons ?

Jacques-Arnaud PENENT (président de l'A.G.P.L.A. (1). — Tout d'abord pour protester contre la situation actuelle des « Prépas », contre tout ce qu'elle a d'absurde, d'anachronique et quelquefois de scandaleux.

Officiellement rien ne nous distingue des élèves du secondaire. Certes, de nombreux proviseurs s'efforcent d'assouplir, dans la pratique, cette théorie aberrante. Mais ce que nous voulons, c'est être, une fois pour toutes et « légalement », considérés comme des étudiants à part entière.

FRANÇOIS (khâgneux - Louis-le-Grand). — Théoriquement nous avons le droit d'être syndiqués, mais, en fait, et c'est une constante, notre statut est un statut de tolérance.

Tout dépend de la bonne volonté du proviseur. Nous sommes, comme tout élève du secondaire, sous sa responsabilité directe. Toute faveur (sortie, etc.) qu'il accorde à un « prépa » l'est à ses risques et périls ! C'est là une situation qui est, à certains égards, aussi ennuyeuse pour lui que pour nous.

MARTINE (prépare le professorat de dessin à Cl.-Bernard). — Même « statut de tolérance » chez nous. Tolérance assez large d'ailleurs. Par contre, nos camarades de La Fontaine sont sous la coupe d'une surveillance générale qui, en accord avec la directrice, va même jusqu'à interdire tout affichage culturel émanant de l'U.N.E.F. (et même des J.M.F.), à plus forte raison toute activité syndicale.

J.-A. PENENT. — Pour caractériser en un mot le climat qui règne dans ce lycée : tout syndiqué connu est considéré comme un « meneur » ! T. S. — Et la grève ? Cela pose-t-il un problème ?

CATHERINE (khâgneuse à Fénelon). — Chez nous une absence pour grève est considérée comme une absence tout court. La grève n'existe pas. D'où petit mot aux parents pour leur signaler l'absence.

FRANÇOIS. — C'est difficile, en effet, de faire grève dans les lycées en dehors des raisons mentionnées tout à l'heure. Dans les classes préparatoires, on risque, si l'on n'a pas la pos-

sibilité de se former du point de vue syndical, de rester lycéen et de se méfier des forces d'action qui risquent d'inquiéter. Par exemple, l'attitude du professeur, du proviseur sont des facteurs importants.

MARTINE. — Je pense que si l'on ne s'ouvre pas aux problèmes syndicaux dans les classes de « prépa », on risque de demeurer isolé du monde étudiant et de ses revendications.

T. S. — Et, en dehors des revendications immédiates, en avez-vous d'autres à plus long terme ? Et ne trouvez-vous pas qu'à l'heure actuelle vous êtes isolés du reste de l'Université.

J.-A. PENENT. — Oui, nous avons le désir de nous voir intégrer dans l'ensemble du système universitaire. Les études que nous poursuivons ont leurs avantages et leurs inconvénients.

L'avantage, c'est un contact entre professeurs et élèves ; l'inconvénient, c'est cet isolement auquel tu faisais allusion. Mais il ne faudrait toutefois pas l'exagérer, nous ne sommes pas dans un ghetto.

FRANÇOIS. — Je voudrais insister un peu plus sur le côté positif des classes de « prépas ». Malgré des effectifs chargés, mais qui paraissent légers à côté de ceux des facultés (54 à Louis-le-Grand en khâgne et 42 en hypokhâgne, 46 à Fénelon), les professeurs suivent les élèves beaucoup mieux qu'en faculté.

Cela dit, il est nécessaire que, s'inspirant du projet Langevin-Wallon, une réforme intervienne et nous rapproche du reste de l'Université en ce qui concerne surtout les équivalences de diplôme.

En quittant ces « prépas », j'ai senti que le folklore qui, traditionnellement, s'attachait au nom même de khâgneux, avait fait place à une conscience aiguë des problèmes étudiants et à une volonté de les résoudre. Décidément, en ce domaine, le passé est bien mort, et c'est bien ainsi.

(Interview recueillie par Pierre Castet.)

(1) Association Générale des Préparations Littéraires et Artistiques, 6, rue Christine, Paris (6^e).

CAMPAGNE DE DIFFUSION DE TRIBUNE (1^{er} Déc. - 1^{er} Janv.)

La grande campagne de diffusion de TRIBUNE commencée la semaine dernière a démarré très lentement. Il est important que ce retard soit rapidement comblé.

Bilan de la première semaine de diffusion : 10 abonnements et 18 envois « propagande ». C'est peu, vraiment trop peu, pour une campagne nationale de diffusion.

Nous devons profiter au maximum de l'intérêt suscité par le P.S.U. pendant la campagne électorale. A tous ces électeurs qui approuvent notre ligne politique mais qui ne connaissent pas encore notre journal, nous devons proposer des informations permanentes sur notre action et nos positions, grâce à Tribune Socialiste.

Trois semaines encore

C'est pourquoi nous avons décidé de lancer, dès maintenant, une campagne de diffusion et de repousser jusqu'au 1^{er} janvier l'augmentation des tarifs d'abonnement.

Il vous reste trois semaines pour en profiter.

Depuis quelque temps, nous avons essayé d'aménager notre hebdomadaire, à la fois dans la forme et dans le fond. Mais cet effort ne peut être complet que SI NOUS AUGMENTONS LE CHIFFRE DE NOS LECTEURS D'ENVIRON 10.000. A ce moment-là, en effet, nous serons en mesure de faire de TRIBUNE le grand hebdomadaire à base politique que nous souhaitons.

Partout en France, des grandes cités viennent d'être construites. Il y a là un effort énorme de prospection à faire. Nous comptons sur vous pour faire connaître TRIBUNE.

Pour ce faire, nous avons pris une base :

chaque lecteur doit essayer de trouver, soit trois nouveaux abonnés (remplir le bon d'abonnement ci-joint), soit cinq lecteurs au numéro.

Pour vous aider dans cette tâche, nous vous proposons deux formules :

1^{er} Les envois d'essai : nous envoyons quatre numéros de Tribune Socialiste, suivis d'une demande d'abonnement ;

2^{er} Les envois propagande : qui vous permettront de faire connaître le journal dans votre entourage. (Voir les bulletins ci-dessous.)

La vente dans les kiosques

Un certain nombre de nos lecteurs se plaignent de ne pas trouver TRIBUNE à leur kiosque ou chez leur marchand de journaux habituels. Nous avons l'intention de nous pencher sur ce problème. Nous demandons cependant à ceux qui sont touchés par cette vente au numéro de nous signaler l'endroit où ils aimeraient acheter TRIBUNE, chaque jeudi. Nous ferons établir un service, ce qui leur évitera de longues recherches.



ABONNEMENTS

M	
demeurant	
envoie la somme de	NF
à votre CCP 5826-65 Paris pour l'abonnement de :	
1 ^{er} M	
demeurant	
(abonnement de	(1)
2 ^{er} M	
demeurant	
(abonnement de	(1)
3 ^{er} M	
demeurant	
(abonnement de	(1)

1) Soutien 30 NF — 1 an 19 NF — 6 mois 10 NF — 3 mois 5 NF.

ENVOIS D'ESSAI GRATUIT

Désirant participer à votre grande campagne de propagande, je vous fais parvenir une liste de noms et d'adresses de personnes à qui vous pourriez faire des envois d'essai gratuits de « Tribune Socialiste ».

(Ecrire très lisiblement les noms et adresses.)

1 ^{er} M	(prénom)
Adresse	
2 ^{er} M	(prénom)
Adresse	
3 ^{er} M	(prénom)
Adresse	
4 ^{er} M	(prénom)
Adresse	
5 ^{er} M	(prénom)
Adresse	

Voici mon nom et mon adresse (facultatif) :

M (prénom)

Adresse

ENVOI GRATUIT DE PROPAGANDE

Je désire faire connaître « Tribune Socialiste » autour de moi et vous demande en conséquence de me faire parvenir à l'adresse ci-dessous exemplaires (1) de votre hebdomadaire pendant quatre semaines.

Dans toute la mesure du possible, je vous ferai connaître les résultats que j'aurai obtenus.

M (prénom)

Adresse (très complète et très lisible)

Signature :

(1) Maximum cinq exemplaires

Plus qu'un magnifique Album d'Art un ouvrage qui fait

DECOUVERTE DE LA PEINTURE

par René BERGER

BON à adresser à la Librairie Pilote, 30, rue de Grenelle, Paris (7^e)
Veuillez me faire parvenir « Découverte de la Peinture » au prix de (cocher la case précédant la formule choisie) :
O 115 NF comptant O 3 mensualités de 40 NF O 10 mensualités de 18 NF Veuillez trouver ci-inclus NF montant de ma commande (ou de la première mensualité) en un O mandat O chèque O chèque postal joint (ne pas l'envoyer au centre de chèques) à v/CUP Paris 1390531.

Je garde le droit de vous retourner l'ouvrage dans les 48 heures, dans son emballage d'origine, auquel cas je serai immédiatement et intégralement remboursé.

Nom Profession
Adresse Signature :
CCP ou Bancaire

Les plus beaux ouvrages d'art — avec lesquels DECOUVERTE DE LA PEINTURE rivalise aisément pour le luxe de la présentation et la qualité des reproductions — se bornent à promener les lecteurs parmi les salles d'un musée réel ou imaginaire, en lui fournissant, au mieux, des précisions érudites sur la biographie des artistes et la genèse des œuvres.

L'ouvrage de René Berger est certes, lui aussi, par la prodigieuse richesse de l'illustration — 450 reproductions dont 50 en couleurs — un véritable musée, mais un musée dont le visiteur est tout au long accompagné d'un guide qui lui explique tout, lui montre pourquoi tel tableau d'Uccello est un chef-d'œuvre et, sur le même motif, tel tableau de Vasari un pur exercice de virtuosité, qui lui enseigne la mystérieuse alchimie : lignes, couleurs, espace, lumière, d'où naît la beauté, qui lui fait enfin pénétrer le secret des œuvres modernes les plus déroutantes. Ce n'est donc pas seulement un beau

Courrier des Lecteurs

Nous poursuivons ici notre rubrique « Courrier des lecteurs ». Déjà nous avons reçu de nombreuses lettres et c'est pour nous un excellent encouragement. Si vous êtes d'accord avec Tribune ou si vous ne l'êtes pas, écrivez-nous : « Tribune, Courrier des lecteurs, 8, rue Henner, Paris-IX^e. »

Je confirme mon réabonnement

d'André FRANÇOIS,
Lotissement des Vannes
Bergerac (Dordogne)

« Je confirme mon réabonnement à « T. S. » afin qu'il n'y ait pas d'interruption et félicite la rédaction des progrès réalisés dans le fond et la présentation. »

Nous te remercions des encouragements que tu nous a adressées. N'oublie pas que tu peux nous communiquer les informations qui te paraissent importantes dans ta région.

Crédit Lyonnais

de Jacques MEINDRE,
Paris.

« Nous avons pris connaissance de ton article sur le Crédit Lyonnais. Tu as bien expliqué la tactique que nous suivons actuellement pour défendre nos revendications. Mais il y a un point sur lequel nous n'avons pas dû nous comprendre. En fait, sur le plan de l'action revendicative, la C.F.T.C. n'est pas seule en lutte, ni, davantage que la C.G.T. à la pointe de l'action comme la lecture de « T. S. » pourrait le laisser croire. S'il y a un point particulièrement positif au Crédit Lyonnais, c'est la complète unité de vues entre la C.G.T. et la C.F.T.C.

Nous avons insisté volontairement sur la tactique en négligeant la participation respective des différentes formations à l'action revendicative, parce qu'il nous a paru difficile d'en juger nous-mêmes l'importance. C'est pourquoi nous te remercions de ta lettre qui complète notre interview. A te revoir.

La campagne dans le Rhône

De notre correspondant dans le Rhône.

« En lisant le dernier numéro de « T. S. » (n° 125), j'ai été très surpris de voir que l'article intitulé « Sport et Politique » avait été (volontairement ?) censuré.

« En effet, le passage suivant : « mais du côté des boulistes il fut sérieusement concurrencé par M. Charles Hernu (ex-P.S.U.), lequel fit un dimanche la tournée des jeux de boules et des salles de P.M.U. : une campagne à l'américaine »,

« Au lieu de cela, c'est le docteur Bidon, autre personnalité de l' « En-

tente Démocratique », qui bénéficie de ce passage.

Nous avons dû d'abord condenser le texte de ton information, pour le faire tenir dans la colonne. Ceci est une raison qui compte. Sur le contenu : Nous avons volontairement omis de mentionner Hernu, pour les raisons que tu nous indiques et qui sont les nôtres.

Lettre d'un ancien gaulliste

Ci-dessous, les extraits d'une demande d'adhésion reçue au Secrétariat national émanant d'un étudiant de la Faculté des Lettres de Bordeaux :

« J'étais autrefois gaulliste, mais j'ai été écœuré par cette politique présidentielle et depuis longtemps je ne le suis plus.

« Depuis plusieurs mois, j'achète souvent « Tribune Socialiste » et je suis enthousiasmé par tous les articles qui sont bien rédigés, clairs et précis, autant qu'intéressants. Bravo aux rédacteurs !

« Je fais acte de candidature pour être du P.S.U. Je me réjouis avec vous du succès remporté aux dernières élections qui, pour un parti neuf, est remarquable. »

M. D., Ludon, Médoc.

UNITÉ D'ACTION en ILLE-ET-VILAINE

L'UNION des partis de gauche est-elle en voie de se réaliser ?

On ne saurait le dire, dans l'immédiat, car le chemin est long qui mènera à la réconciliation des forces de progrès, prélude à une future victoire des travailleurs.

Cependant, les efforts du P.S.U. portent déjà leurs fruits. Dans le département d'Ille-et-Vilaine, les fédérations du P.S.U. de la S.F.I.O. et du P.C. viennent de convenir publiquement que leur union est à la base des résultats très encourageants de ces dernières élections législatives.

Dans une déclaration commune, ces trois fédérations écrivent très justement que « plus que jamais, le devoir de tous les républicains est de renforcer leur union et d'agir contre la menace de dictature pour une réelle démocratie, tant au point de vue politique qu'économique et social, pour la laïcité de l'école et de l'Etat, la défense de la paix. »

aimer et comprendre la peinture

livre qu'on se contente de feuilleter pour le plaisir des yeux, c'est un ouvrage qu'on lit, qu'on relit et qu'on consulte chaque fois qu'on se pose une de ces questions : « Pourquoi admire-t-on tellement cette œuvre ? », « Qu'est-ce que ces tableaux signifient ? », « Comment peut-on trouver ça beau ? ». C'est sous la forme d'un magnifique ouvrage de bibliothèque, une véritable Encyclopédie de l'art pictural. Demandez une documentation illustrée à la Librairie Pilote, 30, rue de Grenelle, Paris-7^e... ou, mieux, remplissez ou recopiez le bon ci-dessous qui vous permettra de voir l'ouvrage lui-même avec la facilité de le renvoyer s'il ne vous satisfait pas entièrement.

115 NF

plus de 450 reproductions, dont 50 en couleurs, reliure pleine bufflette fer original de Picasso.



NOËL 1962 : L'ALGERIE C'EST TOUJOURS NOTRE AFFAIRE !

Livres

A PRES plus de sept ans de guerre, l'Algérie connaît enfin la paix. Mais les ruines, les blessures demeurent immenses. La situation de la jeunesse est en particulier dramatique :

— des dizaines de milliers d'enfants — orphelins de guerre — « subsistent » tant bien que mal dans des centres et des institutions ;

— les établissements scolaires primaires et secondaires manquent de l'indispensable : locaux, livres, matériel pédagogique ;

— la pénurie alimentaire est très grande.

Veut-on quelques exemples ?

A C..., commune du Constantinois comptant 3.000 enfants scolarisés, le matériel d'enseignement est très insuffisant. Le manque de manuels constitue un handicap dramatique : environ 350 élèves sont classés « indigents » et ne disposent d'aucune ressource pour s'instruire. Ils ont pourtant, eux aussi, droit à l'instruction.

A N..., la situation alimentaire frise la catastrophe : pour l'hiver, on stocke les graines, les glands, tout ce qui a une apparence comestible. Des dizaines d'enfants vont-ils mourir de faim ? Ils ont, eux aussi, droit à la vie.

Cette situation, héritée du passé et agravée par la guerre, met en cause l'avenir de la jeunesse algérienne. Il est nécessaire de créer les conditions matérielles et intellectuelles du développement de l'Algérie nouvelle.

Que pouvons-nous faire ?

Déjà un nombre important de militants P.S.U. — enseignants du pri-

maire et du secondaire, médecins, etc. — ont accepté un poste en Algérie. En mai dernier, l'appel lancé par la Commission nationale de solidarité du P.S.U. permettait d'envoyer à Alger neuf tonnes de médicaments, de matériel sanitaire, de plasma, contribuant efficacement à parer aux besoins les plus urgents. Nous devons aujourd'hui poursuivre cette action.

NOËL 1962 sera pour tous celui de la paix retrouvée : pour la première fois depuis de longues années, les armes seront silencieuses. Notre action désormais doit tendre vers l'avenir, pour préparer les voies de l'Algérie de demain.

C'est pourquoi la Commission nationale de solidarité du P.S.U. propose à tous ses amis, à tous les militants du Parti, à tous les démocrates français, de participer à une nouvelle campagne : NOËL 1962 DOIT ETRE UN NOËL DE SOLIDARITE AVEC LA JEUNESSE ALGERIENNE, avec cette jeunesse dont l'avenir dépend.

Comment ?

En prenant en charge un certain nombre d'écoles et en leur offrant le matériel scolaire qui, aujourd'hui, fait défaut.

En adressant, partout où nous le pourrons, les vivres (lait concentré, sucre, chocolat, etc...) que nous obtiendrons.

En essayant ainsi d'assurer au plus grand nombre de jeunes Algériens le pain et l'éducation.

Une fois encore, nous faisons appel à vous. C'est sur vous tous que nous comptons pour réussir cette campagne. Une fois encore, il nous faut de l'argent, beaucoup d'argent : pour acheter le matériel pédagogique.

que manquant à une école, il faut un minimum de 3.000 NF...

Nous sommes certains qu'une fois encore vous répondrez généreusement à notre appel. Grâce à vous, cette campagne de solidarité avec la jeunesse algérienne sera un succès !

LA COMMISSION NATIONALE DE SOLIDARITE DU P.S.U.

Adresser vos versements à Louis Heudeville, 47, rue Hoche, Montreuil-sous-Bois. Compte chèque postal Paris 15-536-77.

N.B. — Cet appel est édité en tract. Le demander à l'adresse ci-dessus.

LES CAMPAGNES DE LA COMMISSION NATIONALE DE SOLIDARITE DU P.S.U.

Décembre 1961 :

NOËL DES EMPRISONNÉS

12.910 NF ont été reçus, ce qui avec les envois en nature a permis d'envoyer 1.100 colis aux détenus politiques et de remettre 1.556 NF aux familles.

Mai 1962 :

SOLIDARITE AVEC L'ALGERIE

NEUF TONNES de médicaments représentant une valeur d'environ 350.000 NF ont été dirigés sur Alger.

Les sections P.S.U. ont organisé la collecte du sang qui a permis d'envoyer des centaines de flacons de plasma en Algérie.

38.000 NF reçus ont permis d'acheter du matériel chirurgical, rimifon, etc.

Tels sont les résultats qui ont pu être obtenus grâce au dévouement de tous nos amis, aux initiatives des militants P.S.U.

Enquête sur les Etudiants Noirs en France

ENQUETE sur les Etudiants Noirs en France (1) est un ouvrage sociologique qui reflète fidèlement ce que pensent les étudiants africains venus faire leurs études en France.

Bien que comportant une trop large part anecdotique, le travail ne manque pas d'intérêt : problèmes matériels de l'installation en France, conditionnement psychologique... Mais Jean-Pierre NDaye, l'auteur, en se voulant strictement apolitique, n'a pas su éviter les écueils de la générosité idéaliste.

A notre sens, la politique n'est pas seulement une conception abstraite ou un élan du cœur, mais un choix de moyens en vue d'une réalisation. De sorte qu'il ne suffit pas de faire une statistique sur le nombre des étudiants revant de l'unité africaine ; il faudrait désigner les contradictions économiques, culturelles, etc., qui empêchent l'unité de se faire ; il faudrait aussi proposer des moyens propres à lutter contre la balkanisation de l'Afrique à laquelle on assiste actuellement.

La tendance à la générosité naïve est accentuée par le fait que l'auteur interroge des étudiants vivant à plusieurs milliers de kilomètres des réalités de leur milieu. L'étudiant vit un moment privilégié durant lequel il aborde abstrairement dans le monde. Repris par son milieu, par ses intérêts, une mutation se fait dans le sens de la radicalisation ou de la compromission.

A vouloir rester dans l'objectivité, NDaye ne fait que refléter la bonne volonté que manifestent tous les interrogés : la soi-disant objectivité débouche sur des subjectivités.

O. Hahn.

(1) Editions Réalités Africaines.

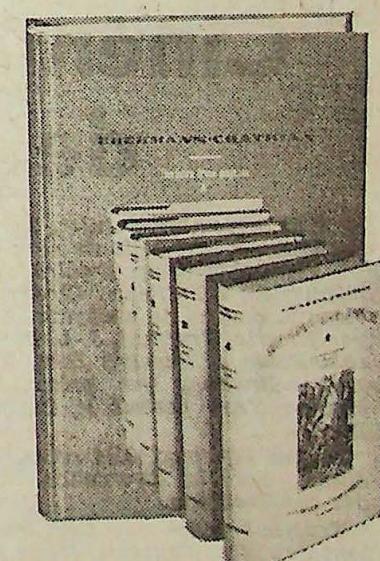
Enfin voici réédités les chefs-d'œuvre d'ERCKMANN-CHATRIAN

CONTES ET ROMANS NATIONAUX ET POPULAIRES

Peu d'écrivains ont connu de leur temps un aussi vif succès que les auteurs de « L'AMI FRITZ », de « MADAME THERESE », de « L'HISTOIRE D'UN PAYSAN », ces auteurs dont l'œuvre a été si bien définie par Michelet lorsqu'il disait : « Ils ont publié le roman de la grande Histoire ». Ils ont eu à la fois un immense succès auprès du public et l'admiration des plus grands esprits. Ainsi Lamartine voyait dans « LE CONSCRIT DE 1813 » un chef-d'œuvre. Plus tard, malgré Zola évoquant « le souffle puissant de justice et de liberté » qui anime cette œuvre, malgré Courteline disant : « Erckmann est un romancier de premier ordre, une de nos gloires », malgré Barrès lui-même, écrivant : « Jamais gloire littéraire ne fut plus méritée », Erckmann-Chatrian semblent avoir été longtemps victimes d'une conspiration du silence dont Flaubert est le seul à avouer la raison : « Ces deux cocos, écrit-il, ont l'âme plébéienne. »

Ce sera l'honneur de notre temps d'avoir remis à leur vraie place « les soins connus des écrivains célèbres » comme les appelle P. Mac-Orlan, et d'avoir publié les CONTES NATIONAUX ET POPULAIRES dans une édition de bibliothèque digne d'eux — une édition que les critiques s'accordent à juger une « réussite parfaite » — Elle doit comprendre 14 volumes illustrés et reliés pleine toile dont 6 sont déjà parus :

T. 1 et 2. HISTOIRE D'UN PAYSAN (1789-1815) 2 volumes ; T. 3. HUGUES LE LOUP, L'ILLUSTRE DOCTEUR MATHEUS ET AUTRES CONTES ; T. 4. LE CONSCRIT DE 1813, WATERLOO ; T. 5. L'AMI FRITZ, LE JUIF POLONAIS ET AUTRES CONTES ; T. 7. CONTES DES BORDS DU RHIN, MAITRE DANIEL ROCK ET AUTRES CONTES.



Chaque volume est vendu séparément 33 NF. Pour recevoir franco, à domicile contre remboursement l'un quelconque des volumes déjà parus il vous suffira d'adresser à notre Service Littérature : la Librairie Pilote, 30, rue de Grenelle, Paris VII, le bon de commande ci-dessous :

BON à adresser à la Librairie Pilote (Service Tribune Socialiste)
30, rue de Grenelle, Paris VII

Veuillez me faire parvenir contre remboursement :

Ci-inclus la somme de NF prix de volumes, en un mandat chèque, chèque postal joint (ne pas l'envoyer au Centre de Chèque) à votre compte C.P. No 13.905 31.

Au cas où commandant plusieurs volumes, vous désireriez bénéficier de facilités de règlement, prire de l'indiquer ci-dessous en donnant le N° de votre compte bancaire ou de votre compte Chèques Postaux :

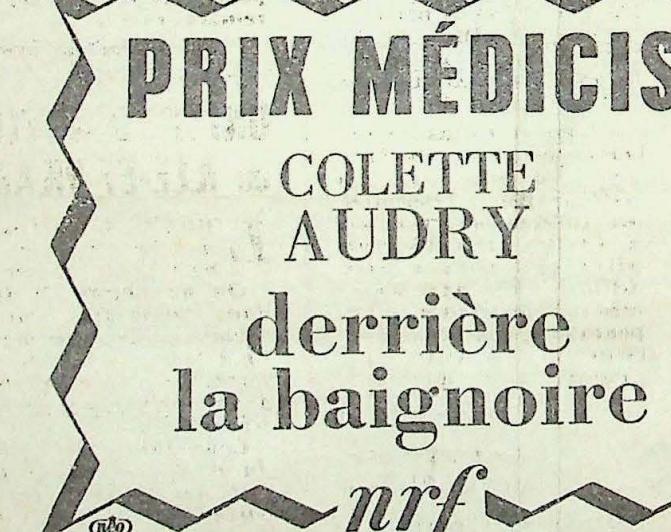
N° Compte

Nom

Adresse

Profession

Signature



Tribune Socialiste vous offre un volume relié
(prix à la mise en vente : 60 NF).

HISTOIRE ILLUSTRÉE DE LA RUSSIE

par JOEL CARMICHAEL

Voici enfin, des origines à Khrouchtchev, l'histoire trop mal connue du peuple qui, sorti bien après les autres du Moyen Age, domine aujourd'hui la moitié de la race humaine.

Cette histoire, d'une objectivité absolue, qui raconte en 306 pages de grand format (24 x 31) cette passionnante ascension, la rend sensible au lecteur par une illustration d'une richesse unique : 300 documents en noir et 36 en couleurs ! Mais seuls pourront profiter de cette offre — car il ne reste plus que quelques exemplaires — les lecteurs qui enverront aujourd'hui même le bon de commande ci-dessous à notre service littéraire, La Librairie PILOTE - 30, rue de Grenelle, Paris-7^e (avec faculté de retour dans les 48 heures).

BON à adresser à la Librairie PILOTE (Service T.S.) 30, rue de Grenelle PARIS-7^e.

Veuillez m'adresser l'**HISTOIRE ILLUSTRÉE DE LA RUSSIE** pour le prix de 25 NF, au lieu de 60 NF, que je règle ci-inclus en un O mandat O chèque O chèque postal joint à ce bon (ne pas l'envoyer au Centre C.C.) à votre compte 13.905 31.
Je garde le droit de vous retourner l'ouvrage dans son emballage d'origine dans les 48 heures, auquel cas je serai immédiatement et intégralement remboursé.

Nom _____ Profession _____

Adresse _____

Signature :

Théâtre

"FRANK V"

de Frédéric DURRENMATT

SHIL n'y avait plus d'argent, les hommes seraient heureux. Plus d'argent, plus de banquiers. Plus de banquiers, plus d'argent. Cette manière de concevoir notre entrée dans l'âge d'or, nous l'avons tous connu. Par là, l'exécution vengeresse des milieux financiers, qui est la base de « Frank V », satisfera. Les banquiers qui se tuent les uns les autres aisement, qui achèvent négligemment les agonisants, négocient leurs cadavres, tout cela au nom de Dieu, la Morale, etc., le propos est acide et amusant. Ceci dit, il s'épuise vite. Les truanderies bouffonnes des bourgeois caricaturés tournent vite à la mécanique et si la parabole puritaine (que je vois pour ma part dans une autre pièce de Dürrenmatt, « La visite de la vieille dame » : le Juste poursuivant mythiquement le Mal) s'efface, la dénonciation est relativement complaisante.

On nous dit que la satire visait essentiellement les banquiers suisses et qu'elle ne s'explique pleinement que par là. Ce que Dürrenmatt nomme « opéra » serait à consommation interne. Voilà qui coïnciderait avec la peinture moqueuse connue de nos voisins : la Suisse est une province dont les villages sont Genève, Lausanne, Zurich. On y mange du chocolat, on y boit le lait des vaches alpines, on y vit dans des chalets (de pin), on y pratique le ski. La Suisse produit des pendulettes (ou coucous). Depuis Dürrenmatt : elle produit des banquiers suisses aussi.

Plusieurs metteurs en scène convoitaient « Frank V ». Ils lui prédisaient un joli succès. Son contenu le laissait entendre : des banquiers « démasqués », voilà de quoi amuser le peuple des théâtres qui ne les aime pas plus que les agents de police. Son style également : desinvolé, truffé de couplets chantés. Son humour enfin : l'humour zurichois (à la Suisse, ce que représente le marseillais à la France). André Barsacq l'a emporté. Et son « Frank V », dans les limites indiquées, est habile.

Bonne troupe : Michel de Ré, Tania Balachova, Catherine Sauvage, Caussimon, Jean Rochefort. Décor bien adapté (J. Le Marquet). Mise en scène élevée. Tout va vite, allègrement mené. On s'amuse, bien sûr, et vraisemblablement l'Atelier visitait les fêtes de fin d'année, moment convoité par les théâtres parisiens pour redresser victorieusement leur bilan annuel (affaire de banquier, seulement ?) en choisissant ce Dürrenmatt.

E. C.

Cinéma

UN CRIME DANS LA TETE

de John FRANKENHEIMER



MacCarthy était-il communiste ?

LE « clan Sinatra », connu pour être la « gauche libérale » de Hollywood, avait eu un préjugé favorable chez nous. Voici un film qui montre les limites de ce libéralisme. Précisons que ledit film n'a été réalisé que grâce aux efforts de Sinatra lui-même, fort lié personnellement à Jack Kennedy.

En Corée, des Chinois capturent

une patrouille américaine ; en trois jours ils leur font, avec l'aide de spécialistes de l'Institut Pavlov de Moscou, un lavage de cerveau soigné. Puis les soldats américains sont renvoyés chez eux. L'un d'eux (Laurence Harvey) est conditionné pour tuer des gens, sous l'action d'un certain stimulus, et l'oublier ensuite. Il est manipulé par un politicien d'extrême droite, genre MacCarthy, lui-même secrètement vendu aux Rouges. Un courageux officier pourra surmonter

son propre lavage de cerveau, dénouer les fils et déconditionner le malheureux robot vivant.

Donc, les politiciens d'extrême-droite, aux U.S.A., sont en réalité les meilleurs agents — le plus souvent : conscients — du communisme ; les libéraux qui sont en butte à leurs attaques réussissent heureusement à les démasquer à temps, sinon, c'était un néo-nazi, donc un communiste, qui devait président des U.S.A.

Précisons tout de suite que le film de John Frankenheimer (connu lui aussi pour quelques films « libéraux », comme *Le prisonnier d'Alcatraz*) est mené de main de maître, très habilement fait, plein de suspense et de rythme, et qu'on avale sans se faire prier l'inavouable histoire, comme un excellent roman policier. On pourrait presque dire qu'à ce stade les libéraux d'Hollywood n'ont guère de leçons à prendre, pour le bourrage de crâne, auprès des machiavels de l'Institut Pavlov. Car le film montre à merveille le mécanisme mental qui correspond — tout un environnement y veille — à l'esprit de millions d'Américains. Le communisme, c'est le Mal absolu, le Diable : tout compte fait, un libéral est mieux placé pour lutter contre lui ; ce qui discrédite l'Amérique fait le jeu de Moscou, etc.

Dans cette optique le comportement de Kennedy, envoyant des troupes contre les racistes des Etats du Sud, et tenacement acharné à détruire le socialisme cubain, est parfaitement logique. Cette logique de malade mental ne peut être démentie par les faits : après comme avant la baie des Cochons, des millions d'Américains croient toujours que Castro est impopulaire, que sa « dictature » terrorise Cuba, que les Cubains aspirent à être « libérés » par les Marines. Une telle croyance est indispensable. Maintenant, si cet amalgame des communistes et des nazis vous évoque quelque chose, par exemple de récents souvenirs de campagne électorale, et des professions de foi U.N.R., n'en tirez naturellement pas de conclusions hâtives... mais quand même, rappelez-vous pour estimer la « gauche libérale » américaine de Jack Kennedy et de Frank Sinatra.

Marcel Ranchal.

Cinéma d'auteurs et cinéma de metteurs en scène

LE 27 novembre dernier, 8, rue J.-Goujon, une salle de réunion qui ressemble à un théâtre de marionnettes ; à l'affiche : Cinéma d'auteurs et cinéma de metteurs en scène par Rivette, Truffaut, J.-L. Bory, Michel Polac et Bernard Dort. Un absent : Bresson, qui présentait sa *Jeanne d'Arc* devant le Concile de Rome...

Ce que l'on peut déjà retenir de ce débat, c'est la divergence radicale des conférenciers.

Truffaut pense que tous les films sont des films d'auteurs. Même si certains films sont médiocres, ils témoignent d'une faiblesse d'auteurs.

Rivette pose le problème autrement et rappelle que dans le cinéma américain cette notion de cinéma d'auteur n'est pas la même qu'en France. Le producteur est souvent l'auteur du film plus que le metteur en scène qui n'est alors qu'un exécutant. Un film de Hawks qui date de 1936 et dont Zanuck est le producteur, a des affinités d'auteur avec *Le jour le plus long*. Les exemples sont nombreux : Stanley Kramer, Kubrick, Bernard Dort refusant de réduire le cinéma à une personne souligne l'aspect collectif de l'industrie cinématographique.

« Le travail est bon quand il est contrôlé à tous les niveaux ». A quoi répond Rivette : « Je suis d'accord avec Dort : les grands films sont ceux où l'on sent une collaboration, mais j'éprouve ce sentiment devant ceux qui, en réalité, sont des grands metteurs en scène comme Renoir. C'est pour lui que Prévert a écrit son meilleur scénario ».

Bernard Dort : « Un auteur, c'est pour moi, bien plus qu'une mise en scène, alors que très souvent on voit des cinéastes qui ne sont que metteurs en scène ».

Rivette esquisse alors un « mea culpa » en accusant les « Cahiers du cinéma » d'avoir été à l'origine du mythe de la mise en scène, en consi-

dérant les films de Preminger sous le plan unique du style.

Bernard Dort éclaircit le débat en faisant un parallèle littéraire : « La littérature de colportage par exemple est vaste mais sans auteurs. La notion de genre est ici primordiale. On va vers un cinéma de genre. Le film se spécialise, il devient un objet qui répond au besoin très précis d'un public. Il y a le genre policier, le western, la comédie musicale, le film psychologique... »

Autre exemple : les films de Jean Gabin sont vraiment des films dont l'auteur est Gabin. On retrouve de film en film l'univers de l'acteur. »

Rivette tient à souligner un point de vue pragmatique : « Le metteur en scène est quand même le responsable absolu d'une vingtaine de personnes au moment du tournage. Tout dépend de lui. Le metteur en scène laisse ses empreintes digitales sur la bande sonore comme dans le décor. »

Truffaut soutient Rivette en affirmant que la mise en scène est « un jugement moral sur un sujet ».

Marcorelles, qui était dans la salle, prend la parole et ose dire ce qui n'a pas encore été abordé : « Les conditions économiques changent d'un pays à l'autre, d'une année à l'autre, la technique évolue pareillement. Ainsi un reportage de Leacock sur Nehru est autant un film d'auteur, par le montage, le sens attribué au cadrage, le choix des plans, qu'un film de long métrage. »

Dort, pleinement d'accord avec Marcorelles, reprend le débat où Truffaut l'avait laissé : « Le jugement sur un film, c'est une distance par rapport au sujet, et ce jugement relève non pas d'une catégorie morale, mais d'une couleur politique. »

Truffaut voulant justifier les melodrames que sont ses films déclare : « Un spectateur qui ne pleure pas à Mère courage, n'est pas un brechtien mais un salaud ». La salle applaudit à cette réplique typiquement bourgeois.

Finalement, la conclusion que l'on peut faire de ce débat est la suivante : B. Dort était le seul à représenter un point de vue marxiste sur le cinéma, en opposition à l'indifférenciation des autres conférenciers se rangeant plus ou moins selon les directives des Cahiers. A propos de Godard, les réponses furent significatives :

Truffaut et Rivette soutiennent Vivre sa vie. Le premier dit : « Si Godard nous montre deux acteurs parlant de dos pendant cinq minutes, c'est pour nous faire apprécier leurs visages au plan suivant. Godard a besoin d'un travail polémique. Il veut s'opposer aux autres avant tout. »

Dort : « Cela n'a rien à voir avec une vision du monde cohérente. Le sens d'un film, c'est l'ensemble, c'est la succession. Vivre sa vie est un consentement à tout. Karina ne change pas d'un bout du film à l'autre. Le film est un poème de l'immobilité. Rien ne peut se passer. Il y a là un truquage certain. »

En face de ce point de vue progressiste sur le cinéma, l'animateur M. Polac constate qu'il y a peut-être deux sortes de cinéma : le cinéma de gauche et celui de droite. (Mécontentement de Truffaut et Rivette devant cette déclaration). C'est évidemment ce qu'il fallait dire, et c'est ce que nous essayons de distinguer chaque semaine dans T.S.

P. U.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 5 au 12 Décembre

Anna KARINA dans

VIVRE SA VIE

un film de J.-L. GODARD

Interdit aux moins de 18 ans.

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre
PRO. 63-40

Présente :

EN PREMIERE EXCLUSIVITE

CIEL PUR

de GRIGORI TCHOUKHLAI

Grand Prix du Festival de Moscou 61